



## SOMMAIRE

Pages

## Point 9 de l'ordre du jour:

## Discussion générale (suite)

Discours de M. Haedo (Uruguay) . . . . .	185
Discours de M. Krag (Danemark) . . . . .	190
Discours de M. Jivkov (Bulgarie) . . . . .	193

Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

## Discussion générale (suite)

1. M. HAEDO (Uruguay) [traduit de l'espagnol]: L'Uruguay, Monsieur le Président, s'associe à la joie générale suscitée par votre élection à la présidence de l'Assemblée générale pour sa quinzième session, dont les délibérations, nous l'espérons, deviendront historiques.

2. Au moment où nous inaugurons nos travaux, nous pouvons affirmer que ceux qui sont responsables au premier chef de la direction du monde dans les circonstances actuelles continuent à nous inquiéter et à nous attrister.

3. Tandis que les peuples clament leur infortune, demandent la justice et aspirent à vivre dans la joie, le seul élément qui survive véritablement au désarroi général et aux menaces de guerre est l'Organisation des Nations Unies, cette merveilleuse institution qui offre sans doute le seul exemple de fraternité en cette heure de poings levés, de monologues chargés de rancœur et d'armes brandies à bras tendu. Voilà pourquoi nous qui venons d'un pays libre, démocratique et pacifique, l'Uruguay, dont je représente le gouvernement — gouvernement arrivé au pouvoir au bout de près d'un siècle de luttes incessantes, en une victoire démocratique remportée par mon parti, mais qui fait honneur à tous les partis, sans que derrière les vainqueurs ou les vaincus se profile le spectre d'un général ou d'un amiral — voilà pourquoi nous affirmons l'intangibilité de cette organisation internationale en dehors de laquelle nous ne trouvons que confusion, agression en puissance et menaces des forts contre ceux qui ne le sont pas.

4. Voilà réunis les arrogants, qui ne nous éblouissent pas, et les humbles, qui nous émeuvent; les riches et les ambitieux, que nous sommes heureux, nous peuples d'Amérique, de ne pas envier; les forts, auxquels nous souhaitons de conserver leur force, mais sans oublier que la gloire du monde passe et s'éteint, et qu'elle se consumerait sans remède dans le brasier qu'ils pourraient allumer. Nous reconnaissons leur force, mais seulement dans la mesure où ils restent dignes de la confiance que l'on met en

eux. Ici se trouvent aussi ceux qui viennent de secouer le joug colonial, les nations nouvelles que nous saluons et auxquelles nous tenons à affirmer que rien de ce qui touche leur destin n'est étranger au nôtre. Au nom de ce principe, nous proclamons du haut de cette tribune internationale, la plus auguste de notre époque, que la meilleure façon dont l'Uruguay et les autres nations d'Amérique puissent contribuer au développement des nouvelles nations indépendantes, c'est en leur apportant les résultats que notre expérience, nos travaux, nos espérances, nos erreurs et nos rêves nous ont valus en un siècle et demi de souveraineté, depuis l'héroïque époque de l'émancipation.

5. Pour beaucoup des problèmes qui se posent aux nouvelles nations, il faut non pas des solutions artificielles, mais des critères applicables à leur réalité sociale et économique.

6. L'Uruguay, qui a réduit le taux de l'analphabétisme jusqu'à le faire disparaître, qui a remporté une victoire triomphale sur la mortalité infantile, qui a affirmé les droits de l'homme qui, selon la Charte, sont l'expression même de sa dignité, et qui a créé de nouvelles formes de dynamique sociale, s'apprête à coopérer avec les nationalités ressuscitées du régime colonial en leur offrant, en témoignage de solidarité internationale, le concours de ses techniciens, de ses professeurs et de ses savants.

7. Sûrs de nous-mêmes, nous ne connaissons pas la peur. Des océans d'engins de guerre pourraient déferler sur le monde, apportant leur message de mort, qu'il resterait toujours chez chaque peuple un groupe d'hommes libres qui survivraient à la catastrophe et relèveraient l'étendard de la liberté, de l'indépendance et de la justice, toujours vainqueur des conquêtes matérielles et des miracles de la technique, car liberté, indépendance et justice sont des consignes que Dieu nous a données.

8. Il est aussi coûteux et aussi difficile de demeurer indépendant que de le devenir. Nous, Uruguayens, nous savons qu'il faut défendre l'indépendance contre les impatients de l'intérieur et les ambitieux de l'extérieur et, comme le dit Cervantes: "de jour et de nuit, dans la fuite ou au repos, dans la paix et dans la guerre". Voilà pourquoi, devant les problèmes tragiques qui se posent à notre époque, il n'est pas d'autre espoir de salut et de sécurité internationale que la norme juridique, librement convenue entre pays égaux et loyalement consentie. Ceux qui estiment pouvoir affirmer leur hégémonie en s'écartant de cette norme et en la méconnaissant s'apercevront bientôt que leurs efforts ont été vains et que celui qui instaure la violence, détruit l'ordre et ébranle la paix — si élevés et si séduisants que paraissent les motifs invoqués — est condamné à périr. Après deux guerres mondiales et devant la perspective d'une troisième, ce ne sont plus les gouvernements, des-

potiques ou démocratiques, qui tiendront entre leurs mains la décision finale, mais les peuples qui ne veulent, n'acceptent ni ne méritent qu'on les conduise à la destruction et à la mort.

9. Devant les réalités de cette crise qui n'est ni la première ni la dernière des chroniques de l'humanité, le pire serait d'adopter une attitude pessimiste. Il n'est pas, dans la vie d'un homme, d'heure meilleure que celle qu'il vit, car le destin de l'homme, même le plus humble, est d'être protagoniste et non spectateur, et il est protagoniste dans la mesure où il vit, sent, lutte, aime. Cette heure d'inquiétude, de confusion et de lutte, cette heure où s'affrontent des idéologies élevées, est une heure de beauté et non de désespoir. Nous allons vers la lumière et nous perdrons notre plus profonde raison de vivre si, au lieu de nous réjouir des temps nouveaux qui doivent arriver, nous les attendons l'âme déchirée par le pessimisme et le doute.

10. Le grand Uruguayen José Enrique Rodó, salué et acclamé à juste titre comme le "Maître de l'Amérique", nous a appris à répondre à l'incertitude, à l'injustice et même à l'infortune par un altier: "Peu importe." Un autre Uruguayen, Luis Alberto de Herrera, leader de notre parti décédé l'an dernier, a formé notre génération en nous répétant: "La quille de notre navire fend mieux les eaux tumultueuses." Bolívar lui-même avait déjà proclamé glorieusement à Caracas, dans les ruines chaotiques de l'église San Jacinto: "Si la nature s'oppose à notre œuvre de liberté, nous lutterons contre la nature et nous la soumettrons."

11. Nous sommes heureux de vivre dans le monde actuel, en dépit des adversités de l'heure; sans doute, nous le souhaitons meilleur, mais rien n'égale la satisfaction de vivre à notre époque en travaillant pour nos idéaux. Dans la contradiction qui oppose de prétendues grandes vérités, l'idée nous unit et nous fortifie que, dans l'univers, rien ne suit une marche rétrograde.

12. Le désir de perfection et de progrès continue d'inspirer les entreprises humaines et se déploie comme une flamme à la hampe de tous nos étendards. Le nationalisme, émotif et vigoureux par essence, n'est pas incompatible avec le sens de l'universalité vers lequel nous conduit par la main le progrès technique, qui a rétréci le monde tandis qu'il élargissait l'empire de l'homme, fondant en une scène unique les divers théâtres où se déroule le drame incessant de notre époque.

13. L'interdépendance des hommes s'est affirmée au sein des sociétés, et l'interdépendance des sociétés au sein de la communauté internationale. La Charte et les objectifs des Nations Unies le démontrent et, dans le monde qu'ils régissent, tout confirme chaque jour davantage que rien — ni homme, ni parti, ni Etat, ni dogme — n'est ni ne saurait être assez fort pour troubler la paix du monde; cette interdépendance nous impose des devoirs en même temps qu'elle nous confère des droits. Ce qu'il faut, c'est institutionnaliser ces droits, pour qu'ils ne deviennent pas les jouets des contingences d'une évolution aveugle ou de forces matérielles qui pourraient, un jour, par caprice ou par superbe, nous conduire au chaos et à la mort.

14. Pour nous, fidèles à notre civilisation occidentale, ces devoirs ne varient ni dans leur forme ni dans

leur fond avec la couleur, la race, la religion ou la superficie territoriale des Etats. Ces devoirs sont aujourd'hui les mêmes qu'hier et les mêmes que demain, car ils sont vitaux. C'est pourquoi nous devons opposer à une internationale de la haine, celle de la solidarité et de l'amour, et à l'oligarchie des puissants, la simplicité démocratique de notre foi et de ses valeurs éternelles que l'homme, sous toutes les latitudes, porte au fond du cœur; ces valeurs affirment qu'il n'y a rien de plus grand que la conscience humaine ni rien de supérieur à la liberté, que l'homme est le premier sur le registre de la création et que les formules politiques tenteront en vain de le pousser à l'anarchie ou à la soumission: ce sera toujours lui le vainqueur, car il est créature de Dieu, centre de vie et de mort, et parce que, même condamné à l'esclavage, comme le doux Cléanthe, il prendra toujours le temps de noter, ne serait-ce que sur le sable, les maximes de Zénon.

15. L'Uruguay vient ici, simplement, pour assumer la part de responsabilité et d'action qui lui incombe dans cette œuvre de paix qui met également en jeu son propre destin. Les petites nations ont un rôle important à jouer: en effet, on ne peut pas les soupçonner d'exclusivisme, et peut-être sont-elles mieux placées que les autres pour y voir clair et examiner la situation avec impartialité, puisqu'elles ont tout à perdre et rien à gagner au recours à la violence. Nous parlons tous ici de paix; mais, fait paradoxal, tandis que chacun la désire et la proclame, il devient de plus en plus compliqué d'instaurer la paix dans le monde. Tout comme le simple citoyen, nous réclamons la paix, et non pas une trêve entre deux combats; nous demandons qu'on en parle moins et qu'on la pratique davantage, qu'on l'exploite moins en paroles et qu'on la manifeste mieux dans les faits.

16. Tant que sur un quelconque des cinq continents on prêchera l'agression, l'intervention armée, la haine aveugle, il importera peu que l'on puisse photographier l'autre face de la Lune et pénétrer ou révéler le mystère des espaces cosmiques.

17. L'Assemblée générale devrait avoir la durée d'un conclave, c'est-à-dire siéger en permanence, sans limitation de temps, jusqu'à ce qu'elle ait consolidé son œuvre de paix. Sinon, nous risquons d'accroître l'incertitude et de semer la déception chez nos peuples, en leur donnant à penser que ces réunions peuvent se transformer en un stérile mur des lamentations. Comme nous désirons voir continuer la série de nos sessions, le risque le plus grave, à notre sens, c'est que les résolutions de l'Assemblée servent d'écran aux intrigues de ses ennemis et que nous nous trouvions en présence d'une hypocrisie destructrice, proclamant un principe et faisant précisément le contraire. Nous serions ainsi passés du drame à la farce.

18. Nous comprenons évidemment qu'il n'est pas facile de préserver la paix, c'est à dire de préserver la vie du genre humain, tant sur le plan physique que sur le plan moral. Ce n'est pas en un jour, ni en quelques mois, ni même en quelques années, que nous parviendrons à des solutions définitives, en donnant à ce mot "définitives" le caractère relatif qu'il a quand il s'applique à des faits humains, éphémères et changeants par essence. Mais il faut à tout prix gagner du temps et garder le calme et la détermination qu'exige la situation. Jamais

il n'aura été plus indispensable qu'aujourd'hui d'appliquer, dans notre conduite quotidienne, les vertus discrètes et sublimes que sont la patience, la tolérance et la compréhension, aussi bien dans les rapports entre individus que dans les relations entre nations.

19. Attaché comme toujours aux hautes valeurs de l'esprit, l'Uruguay appuie les solutions qui tendent à affermir, dans notre monde angoissé d'aujourd'hui, le règne de la justice et de la liberté, et dans les cas où les organismes internationaux ne peuvent pas trouver de solution acceptable, nous sommes pour les ententes directes.

20. Ainsi donc, nous espérons qu'ici même, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, ceux qui, par leur position, doivent offrir à l'humanité la paix et la sécurité qu'elle réclame, pourront se réunir, immédiatement ou au plus vite, pour délibérer. Nous ne croyons pas qu'il existe des problèmes insolubles ou des inimitiés définitives. Pour peu que la réflexion mette un entracte dans le tumulte des passions, la nécessité de parvenir à des accords de transaction, fondés sur le respect mutuel, finira par s'imposer à la raison.

21. A une époque comme la nôtre, où la possibilité de se rendre dans d'autres planètes est sortie du domaine de la fiction pour entrer dans celui des prévisions concrètes de la science, le recours aux violences de la guerre, froide ou chaude, pour résoudre des problèmes régionaux ou autres n'a pas de sens. Il est absurde de se lancer à la découverte d'autres mondes si nous ne trouvons pas pour celui que nous habitons des solutions pacifiques et équitables, qui tiennent compte des intérêts divergents et des oppositions idéologiques.

22. Si complexes et si graves que soient ou qu'apparaissent les circonstances, nous ne pouvons admettre que des faits aussi significatifs et aussi riches d'héroïsme constructif et d'heureuses possibilités pour l'humanité que la création de l'Etat d'Israël, la réaffirmation du monde arabe, la prise de conscience des peuples d'Afrique et d'Asie se traduisent par des conflits inconciliables qui risquent d'anéantir les efforts gigantesques de ces races, si riches de possibilités humaines.

23. A propos des problèmes qui affectent encore d'une manière si tragique les relations entre la nation israélienne et les nations arabes, nous avons déjà exprimé, et nous réitérons du haut de cette tribune, nos fervents vœux de paix. Ce n'est pas seulement la région du Proche-Orient qui réclame la paix, c'est aussi l'aspiration universelle, et nous n'avons pas besoin de demander ici aux représentants des deux parties s'ils sont prêts ou disposés à reprendre le dialogue, car nous sommes certains que, dans les deux cas, leur réponse serait affirmative. Ils se sont déjà réunis, et de leurs délibérations est sorti l'armistice qui a mis trêve à leurs combats; offrons-leur donc une nouvelle occasion de reprendre leur dialogue pour que leurs enfants puissent jouir, dans ces magnifiques régions, des bienfaits d'une paix définitive.

24. En ce qui concerne notre continent américain, nous sommes consternés à l'idée qu'après bientôt un siècle d'efforts pour élaborer un droit américain, on risque de voir se briser d'un seul coup les amarres et les liens entre les pays d'un continent qui, malgré

les difficultés matérielles inhérentes à la vaste superficie de ses territoires ainsi qu'à l'injustice et à l'infortune dont souffrent parfois ses peuples, a réussi à affirmer un principe commun, celui que tous les problèmes américains peuvent et doivent se résoudre à l'échelon régional; les peuples américains restent tous partisans convaincus de la doctrine qu'a définie il y a plus d'un siècle Manuel Oribe, qu'a réaffirmée Baltasar Brum et que le Traité de Rio de Janeiro a finalement consacrée à Quitandinha: toute agression contre un Etat américain, à l'intérieur du continent ou en dehors, sera considérée comme une agression contre l'ensemble du continent.

25. Nous affirmons que l'entente entre nos pays doit être permanente et nous ne nous sentirions pas tranquilles si nous n'avions pas tout fait pour la réaliser.

26. Fidèles au principe de non-intervention, nous rejetons catégoriquement toute ingérence extérieure dans les affaires du continent américain; nous croyons que le meilleur moyen d'éviter pareille ingérence est de faire que les parties à un différend s'entendent directement; à cet égard, les peuples d'Amérique ne doivent jamais dire: "Il est trop tard."

27. Nous croyons en effet à la destinée supérieure de notre Amérique. Entre nous, Américains de toute latitude, il existe et existera toujours la possibilité de nous entendre pour le bien commun. La conciliation, qui, dans d'autres régions du monde, paraît irréalisable ou se heurte à une attitude rigide et à des rebuffades, intervient entre nous comme un commandement de l'histoire. Les Américains doivent toujours recourir au dialogue entre pairs pour résoudre les situations difficiles où ils peuvent se trouver. Tel est l'esprit de notre système. C'est ce que proclament, du lieu glorieux de leur repos, Artigas, Bolívar, San Martín et O'Higgins. Tant pour le politique que pour l'économique et le social, notre destinée est celle qui convient à la dignité de l'homme. Il y a une œuvre d'assistance et de solidarité à accomplir si l'on veut que les grandes affirmations démocratiques autour desquelles les peuples de notre Amérique veulent centrer leur destinée ne paraissent pas dénuées de sens.

28. L'inquiétude qu'éprouvent les peuples du continent américain a des racines plus profondes que l'insuffisance de leur développement ou les complications de l'évolution institutionnelle. Un hémisphère entier, destiné par le déterminisme de l'histoire à réaliser la synthèse de ses qualités humanistes, se trouve atteint dans ses forces vives et frustré de son avenir. L'immense révolution qu'a été la dernière guerre mondiale nous avait pourtant trouvés disposés à prendre nos responsabilités dans le nouvel univers qui surgissait de la plus grande tragédie humaine de tous les temps.

29. Quand les Etats-Unis, dans un colossal effort de dépassement, ont décidé de tendre la main aux vaincus d'hier comme à leurs propres alliés, épuisés, pour que le cycle de la civilisation ne s'interrompe pas, les peuples d'Amérique et leurs gouvernements ont applaudi ce geste comme l'avènement d'une ère nouvelle. L'aide reçue par les peuples d'Europe et d'autres régions a été sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Sans l'aide des Etats-Unis, aucune de ces nations n'aurait pu rétablir aussi rapidement

ses moyens de production en stimulant l'agriculture et en remettant sur pied les installations industrielles.

30. A l'époque du plan Marshall, les nations qui ne bénéficiaient d'aucune aide ont eu l'illusion que les temps nouveaux commençaient et qu'on jetait les bases d'un univers solidaire. Mais il semble maintenant, avec le Marché commun, que les pays de l'Ancien Monde n'ont, sur un point essentiel, pas répondu à cet espoir. Ils ont oublié leurs griefs réciproques pour s'enfermer dans des systèmes autarciques, dans des formules d'autoconsommation, accroissant leur propre production au détriment d'autres régions, imaginant de nouvelles formes de féodalisme économique, "cartellisant" leur industrie pour concentrer leur puissance d'achat, et imposant des restrictions qualitatives et quantitatives qui nuisent à l'évolution industrielle des pays sous-développés. C'est ce qui préoccupe et inquiète l'Amérique. L'Amérique latine, qui trouvait en Europe un marché naturel depuis plus d'un siècle, a dû accepter des prix injustes pour ses matières premières, alors que les produits industriels qu'elle recevait en échange étaient 15 fois plus chers. Entre 1945 et 1960, la valeur de nos produits de base a baissé de 11 milliards de dollars, sang de nos veines, sueur de nos travailleurs.

31. La population de l'Amérique latine s'élève à 200 millions d'habitants et ceux-ci exigent de nous, leurs gouvernants, un traitement paritaire qui justifie notre adhésion aux principes de la démocratie dans laquelle nous vivons et aux dogmes que nous défendons. Il n'est plus en notre pouvoir de contenir les masses qui réclament la justice économique et sociale en face d'autres secteurs humains plus privilégiés qui ne semblent pas connaître l'angoisse, enfermés qu'ils sont dans leurs frontières financières, protégés par leurs pactes, et indifférents à notre évolution.

32. A côté de cet effort de la grande nation américaine devrait d'ailleurs trouver place celui des pays auxquels nous sommes liés par des traditions originelles et par le sang, c'est-à-dire des pays d'Europe, dont nous sommes le prolongement spirituel, car nous avons autant besoin d'eux qu'ils ont eu besoin d'aide pour sortir de leur prostration.

33. Le monde actuel est composé de peuples solidaires et non de peuples antagonistes. Chacun dépend de tous. Par-delà les différences idéologiques, les idées qui passeront et se perfectionneront, comme se sont perfectionnées toutes les idées humaines au cours des siècles, plane, éternelle et indissoluble, inextinguible en son essence, la destinée de l'homme, la perfection de la vie humaine et le droit des peuples au bonheur.

34. Quand un secteur de l'humanité s'attarde, la vie s'arrête. Cette main de Dieu qui se pose sur nos têtes marque le crépuscule de l'égoïsme. Jamais la paix ne régnera sur la terre tant qu'il y aura des peuples malheureux.

35. L'universalisation de la culture et la marche du monde vers l'unité du droit font comprendre plus clairement chaque jour que toute guerre est une guerre civile. Toute lutte est une lutte entre compatriotes d'une nation plus vaste. Toute haine entre les hommes est une haine entre frères. Malgré le pessimisme philosophique qui a tant altéré les sources de la culture moderne, l'ennemi de l'homme ne doit plus être l'homme lui-même. La misère, le retard,

l'ignorance, l'insuffisance de la production, le manque de marchés, l'absence de prix justes et de salaires équitables en rémunération du travail de la masse des travailleurs, voilà les ennemis qu'il faut combattre sans relâche. C'est dans les domaines immenses du mal, de la souffrance humaine, des richesses inexploitées du sol et du sous-sol, de l'ambition partisane, des dictatures qui se proclament de droite ou de gauche — l'hémiplégie paraît être la maladie du siècle — que s'offre un inépuisable champ d'action pour une œuvre de mission et de conquête dans laquelle l'esprit intrépide de l'homme peut déployer sans réserve son effort créateur.

36. A cet égard, l'Uruguay n'hésite pas. Il a défini sa destinée et il la suit. "Les bons comptes font les bons amis", dit-on dans mon pays et dans presque tous les autres pays d'Amérique. De par sa formation, sa pensée, son instinct et son esprit, l'Uruguay considère qu'il fait partie de la civilisation occidentale, à laquelle est échu l'honneur de créer la première culture de portée universelle. L'esprit philosophique de la Grèce, le génie juridique de Rome, l'âme du christianisme, le sens mystique et héroïque de l'Espagne, qui a découvert un monde et enfanté des peuples, et le prodigieux développement technique des pays européens en général ont produit la synthèse la plus éblouissante et la plus écrasante qu'ait connue l'histoire de tous les temps. Il serait injuste de ne pas ajouter la part prise à cette grande entreprise universelle par les Etats-Unis d'Amérique, splendide exemple de l'individualisme progressiste et créateur mis, pendant les dernières décennies, au service des principes de justice et de liberté qui sont à la base du système démocratique.

37. Pour la première fois dans l'histoire de tous les temps, une culture a l'humanité pour base et éveille les peuples de toutes les races, même ceux qui semblaient endormis à jamais dans les vestiges de civilisations passées, en mettant en valeur ce qu'ils conservaient d'éminent, en faisant apparaître et en développant leurs possibilités cachées et en stimulant des énergies insoupçonnables. Nous ne craignons pas l'éveil de ces peuples. Les nationalités vivent dans une création permanente. Les désordres et les souffrances que subissent ces peuples, de même que ceux que subissent encore les nôtres, seront plus faciles à éliminer si l'on assure la liberté et l'indépendance et si l'on combat à la fois le colonialisme et les dictatures.

38. L'époque des entreprises impérialistes et des hégémonies intéressées et aveugles est à jamais révolue. Il est bon qu'on le comprenne une fois pour toutes. Plus que de canons et de balles, ce dont on a besoin c'est de l'action de gouvernements nés d'élections libres au suffrage universel, de gouvernements honnêtes et progressistes, dont la victoire doit consister à accéder au pouvoir, non pas seulement pour le conserver, mais pour s'y maintenir avec dignité et honnêteté en tenant compte des exigences de l'opinion librement exprimée. Ce dont on a besoin, c'est de la sécurité des marchés et de prix justes qui assurent une rétribution équitable du travail humain. Ce dont on a besoin, c'est d'intensifier l'œuvre d'aide économique et technique et les plans de développement sans fins politiques précaires et inacceptables.

39. Une des fonctions les plus nobles des Nations Unies est sans aucun doute celle qui se manifeste

dans les programmes d'assistance technique et de coopération économique dressés à l'intention des pays industriellement peu développés. Mais, à la lumière de l'expérience, nous devons dire sans ambiguïté que nous aspirons à simplifier les méthodes pour ne pas ajouter une complexe bureaucratie internationale aux complexes bureaucraties intérieures que nous avons dans tous nos pays.

40. Les demandes d'assistance technique ne doivent ni se perdre, ni prendre du retard, ni changer de caractère à cause des formalités compliquées auxquelles peuvent être soumises les demandes d'aide. À cet égard, et tout en reconnaissant la valeur des services éminents rendus actuellement par l'assistance technique et le Fonds spécial, on pourrait peut-être envisager la création et esquisser le fonctionnement d'un service unique qui permettrait de présenter, d'étudier et d'acheminer facilement les demandes des pays dont il faut s'occuper plus directement et plus rapidement. Ce qu'il faut comprendre, c'est que, derrière chaque demande d'assistance, il y a un peuple, une multitude, un volume social de travailleurs. Quand on sait que plus de la moitié de la population du monde ne gagne pas assez d'argent pour jouir du minimum qu'exige la vie de l'homme, que les deux tiers des enfants du monde n'ont ni assez de vêtements ni assez de pain, que d'immenses zones du monde sont marquées par les stigmates de la misère, on en conclut qu'il faut apporter l'aide avec célérité et sans formalités compliquées, pour mettre rapidement les ressources à la disposition de ceux qui les demandent.

41. Je résumerai donc en quelques mots l'essentiel de ce que je viens de dire. L'Uruguay approuve les principes et les aspirations qui se concrétisent ainsi: gouvernements équitables et épris de progrès, issus d'élections libres, désignés au suffrage universel et respectueux de l'opinion librement exprimée; sécurité sur les marchés d'écoulement des produits et prix honnêtes; assistance économique et technique destinée à développer les ressources naturelles des pays et à accroître leur capacité de réalisation. C'est ainsi que nos peuples pourront se dégager de la misère et de l'injustice, génératrices de violence, origine de rébellions très souvent justifiées et terrain propice aux révolutions nationales.

42. Mais s'il est vrai que nous sommes heureux de faire partie du monde occidental, nous savons qu'il assume, directement et indirectement, une lourde responsabilité. Si ce monde ne veut pas se trouver, comme l'apprenti sorcier, asservi par des forces qui se déchaînent à n'importe quel moment, il doit agir avec énergie et décision, mais sans se départir de sa noblesse et de sa générosité. À l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, la solidarité et l'esprit de coopération constituent une nécessité logique, je dirai même une obligation.

43. L'égoïsme a cessé d'être fructueux. Le problème fondamental est de le faire comprendre aux responsables du monde, à ceux qui dirigent l'opinion, aux héritiers de systèmes appelés à disparaître. Nous ne devons pas oublier que les doctrines qui ne sont pas les nôtres reposent sur des faits réels, dont il est nécessaire d'étudier l'origine et la portée, et nous devons reconnaître que beaucoup de ces doctrines sont l'héritage direct de régimes politiques despotiques, ainsi que de la misère et de l'ignorance qui sévissent n'importe où, et que, derrière les

erreurs commises par les autres, se cachent bien souvent nos propres fautes.

44. Nous n'oublierons pas que dans ce monde martyrisé, où, comme l'a dit l'abbé Pierre, un tiers de la population meurt de trop manger, pendant qu'un autre tiers meurt de faim et que le troisième n'a pas assez à manger, nous devons tous faire franchement et sincèrement notre mea-culpâ. L'humanité aura les moyens de remédier à cet état de choses; elle les a déjà, et toujours plus nombreux, à condition de ne pas gaspiller son génie dans une œuvre de destruction.

45. L'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ouvre à la prospérité des peuples des possibilités insoupçonnées. Le tout est de renverser les barrières de l'incompréhension et de la haine, de faire disparaître les vieux mythes barbares de la violence, de la supériorité raciale et des idéologies messianiques. Non qu'il faille favoriser un pacifisme théorique et hypocrite, fermer les yeux devant la réalité et cesser d'être en garde devant les périls qui menacent le monde. Tant que l'on ne sera pas parvenu à faire régner la paix et la sécurité internationales, tant que certains s'organiseront, pourront s'organiser et se préparer à l'agression et à la domination mondiale, pour imposer aux peuples le joug d'un système qui annihile la liberté et détruit la confiance individuelle par la suppression de la personnalité et l'asservissement des droits essentiels de l'homme; tant qu'existera la zone des loups, où l'homme, dépositaire de valeurs éternelles, sera réduit au rôle de rouage dans la machine de l'Etat ou à celui de bétail au service de l'Etat, et, pourquoi ne pas le dire? tant que l'on prétendra assujettir les peuples à des systèmes révolus d'exploitation éhontée et de sous-alimentation, et tant que l'on méconnaîtra le droit des hommes à jouir d'un bien-être honorable pour tous; tant qu'il en sera ainsi, il ne sera pas possible d'organiser la communauté internationale sur des bases de confiance et de coopération suffisamment larges pour pouvoir mettre l'immense arsenal des forces de destruction au service de la paix et du progrès, par-delà les frontières et les différences de race, de religion et de régime.

46. C'est fidèles à ces principes que nous étudierons les divers problèmes dont l'Assemblée générale sera saisie à sa quinzième session. Tout ce que nous faisons ici et dans nos pays respectifs pour faire régner la paix et les principes de la justice sociale pour tous les peuples de la terre exigera de nous de l'initiative et du courage. Les lâches ne pourront plus se cacher. Il n'y aura pas de paix s'il n'y a pas pour la servir de politique de paix, c'est-à-dire une politique de justice. Il n'existe pas de politique qui puisse reposer sur la crainte et la peur. La politique, qui est la plus ancienne et la plus illustre des occupations humaines, est faite de courage, d'intrépidité et d'imagination. La gloire éphémère et périssable n'est pas son but, ni le repos sa récompense. Sa fin est le bien commun, et sa récompense est à la mesure du bien qu'elle apporte; mais du bien humanitaire, total et absolu; du bien qui, d'autre part, est à la portée de notre volonté, si nous nous y décidons avant qu'il soit trop tard.

47. Notre mot d'ordre — et c'est l'idéal de l'Uruguay — est d'affronter l'avenir immédiat avec optimisme et avec foi. À cette même tribune, certains orateurs ont demandé quels profits l'humanité tirerait du

progrès scientifique et ce que ce progrès léguerait au XXème siècle. Nous répondons sans hésiter que tout ce que le génie humain produit profitera inévitablement à tous les hommes, dans la vaste étendue de la famille humaine. Travaillons donc avec décision et sans perdre espoir.

48. Le malheur de notre temps et de notre monde, c'est que nous nous tournons vers le passé. Nous avons la nostalgie de ce qui a été. Mais rien ne nous effraie, ni les menaces des bellicistes, ni la popularité facile des illuminés, ni les prodiges stupéfiants des machines, qui ne pourraient nous intéresser que si elles étaient capables un jour de composer un sonnet ou de bâtir une symphonie.

49. Avec notre foi intacte dans l'homme, brandissons bien haut notre flambeau; nous pourrions ainsi éclairer notre chemin, sans oublier que tous ceux qui ne sauront pas garder la flamme risqueront de se brûler les mains. Les Nations Unies sont inscrites dans le vaste horizon de cette lumière et de cette foi.

*M. Sosa Rodríguez (Venezuela), vice-président, prend la présidence.*

50. M. KRAG (Danemark) [traduit de l'anglais]: Le désarmement s'affirme aujourd'hui comme le problème essentiel de la politique internationale. Si la crainte inspirée par des armes nouvelles et de nouvelles méthodes de guerre a également dominé pendant la période de l'entre-deux-guerres, le risque que nous courons en n'apportant pas de solution au problème des armements n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui. Les stocks d'armes nucléaires augmentent de jour en jour; les découvertes techniques ne cessent d'accroître le potentiel des armes atomiques. L'imagination de l'homme ne peut absolument pas concevoir la destruction totale que pourrait causer une guerre nucléaire. Les conséquences matérielles d'une guerre de cette nature pèseraient sur la race humaine pendant des générations.

51. Les nombreuses négociations qui, depuis la seconde guerre mondiale, ont porté sur le désarmement général, l'interdiction des essais d'armes nucléaires, la prévention des attaques par surprise et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique ont toutes eu un caractère commun: elles n'ont donné aucun résultat.

52. L'équilibre militaire des forces est considéré comme un facteur important du maintien de la paix, mais c'est un équilibre toujours précaire que compromet une course permanente aux armements. Chaque camp s'efforce de parer à la menace en accumulant d'énormes ressources scientifiques et techniques, en demeurant au premier rang pour la production des armes nouvelles et en découvrant de nouvelles méthodes qui permettent à ces armes d'atteindre leur objectif. Le processus du désarmement comporte, lui aussi, le risque de troubler l'équilibre des forces. La crainte de voir un accord sur le désarmement rompre cet équilibre des forces l'a jusqu'à maintenant emporté sur celle qu'inspire un réarmement continu. C'est là, sans aucun doute, la raison principale pour laquelle il n'a pas encore été possible de conclure un accord.

53. Des experts, dans les domaines militaires et scientifiques, devraient être à même d'élaborer des propositions prévoyant une série de mesures de désarmement progressives et soumises à un contrôle adéquat, de telle manière que l'équilibre des forces

ne puisse à aucun moment être détruit. Avant que l'on puisse procéder à une étude technique de cette nature, il faut aboutir à un accord politique négocié touchant les attributions de ces experts. La responsabilité de ces négociations pourrait incomber à un organe que l'Assemblée générale créerait et qui serait chargé de reprendre les discussions au point où elles ont été interrompues au sein du Comité des dix puissances sur le désarmement.

54. Il importe peu, aux yeux du Gouvernement danois, de savoir si la composition de ce nouveau comité du désarmement devrait être un peu moins ou un peu plus large que celle du Comité des dix puissances. Ce qui importe vraiment, c'est que le comité soit à même de travailler efficacement; par conséquent, sa composition doit être restreinte. Le comité doit être en mesure d'aborder d'une manière réaliste les problèmes qu'il aura à examiner; il devra donc comprendre les grandes puissances militaires du monde. En troisième lieu, il pourrait y avoir intérêt à introduire dans ce comité un élément médiateur, grâce à la participation des pays qui restent en dehors des principaux groupements de puissances. Il se pourrait fort bien que la participation d'un élément de cette nature donnât une nouvelle impulsion aux négociations.

55. Les propositions relatives à un désarmement général et complet, que le Président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présentées il y a quelques jours [A/4505], ainsi que d'autres propositions soumises précédemment dans le même esprit, devraient bien entendu faire partie de la documentation qu'étudierait ce comité.

56. D'autre part, il convient de poursuivre énergiquement les travaux concernant des aspects plus limités du désarmement. L'un des aspects sur lequel l'accord semble près d'être réalisé est celui qui concerne l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Les puissances qui négocient à Genève semblent avoir un intérêt commun à mettre fin aux expériences nucléaires; elles y attachent une telle importance que le moment n'est peut-être pas éloigné où le texte d'un accord sera adopté à l'unanimité. Nous devons inciter les parties qui négocient à parvenir à un accord de ce genre. S'il est vrai qu'un accord sur l'arrêt des essais nucléaires ne suffirait certainement pas à résoudre tous les problèmes, il n'en marquerait pas moins un immense pas en avant. La bonne application de cet accord serait riche d'enseignements utiles pour des négociations touchant d'autres domaines du désarmement. Le fait que ni l'Union soviétique, ni les Etats-Unis, ni le Royaume-Uni n'ont effectué d'expériences nucléaires depuis près de deux ans nous autorise à croire qu'à cet égard nos espoirs sont fondés sur la réalité. Un accord qui interviendrait entre quelques puissances devrait naturellement être étendu à toutes les puissances.

57. En vue de parvenir à un désarmement limité, on pourrait également, comme l'a suggéré le Président des Etats-Unis [868ème séance], procéder à un arrêt contrôlé de la production de matières fissiles à des fins militaires.

58. Il est un autre domaine dans lequel les débats sur le désarmement partiel peuvent être à la fois réalistes et utiles. Je songe à la possibilité d'établir une inspection et un contrôle des armements sur le

plan international. Des accords mutuels de ce genre ne doivent pas nécessairement s'accompagner immédiatement d'accords sur des mesures de désarmement. L'inspection aurait une valeur en soi, car elle nous permettrait de nous faire une idée du fonctionnement et de l'efficacité d'un dispositif d'inspection et de contrôle. Elle contribuerait à la mise au point de méthodes de contrôle, et par là même préparerait le terrain pour la mise en place de dispositifs plus vastes. D'un point de vue historique, on peut voir dans ces dispositifs d'inspection des étapes successives vers ce monde ouvert que le savant danois, le professeur Niels Bohr, a préconisé en 1950 dans la lettre ouverte qu'il a adressée à l'ONU. Le professeur Bohr déclarait qu'un libre accès total et mutuel aux découvertes scientifiques et techniques intéressant la force militaire des nations était une condition préalable à la paix. Ce libre accès doit également être une condition nécessaire à la réalisation d'un désarmement total. Il est donc indispensable d'éprouver véritablement ce postulat.

59. Nous avons entendu, la semaine dernière, la proposition du Président des Etats-Unis relative à un dispositif international d'inspection des armements, qui fonctionnerait sous les auspices de l'ONU et que pourrait utiliser tout pays qui désire faire connaître au monde le caractère non agressif de ses mesures de défense. Cette proposition est extrêmement intéressante et devrait, à notre avis, recevoir la priorité dans toute discussion sur le désarmement. Son importance est double: non seulement cette proposition donne aux Nations Unies un rôle de premier plan en matière d'inspection, mais encore elle s'efforce d'écartier le danger de guerres déclenchées à la suite d'erreurs de jugement.

60. Le Gouvernement danois a étudié attentivement l'ensemble du problème de l'inspection internationale. Dans l'esprit de la déclaration faite, il y a quelques jours [871ème séance], par le Premier Ministre du Canada, nous estimons que, pour compléter utilement le dispositif d'inspection facultatif dont je viens de parler, l'Est et l'Ouest pourraient dès maintenant permettre l'inspection libre et réciproque de secteurs déterminés de leurs territoires nationaux, ces secteurs étant d'une étendue et d'une importance stratégique sensiblement égales dans le cas de l'un et l'autre camp. Dans la mesure où nos ressources limitées nous le permettent, nous voudrions apporter notre collaboration pratique dans ce domaine afin de donner l'exemple et de bien montrer ce à quoi nous songeons. A cet égard, mon gouvernement serait disposé à envisager d'autoriser, aux fins d'inspection, l'accès au vaste territoire du Groenland, dans le cadre d'un accord d'inspection équilibrée. Nous espérons que cette offre pourra constituer la première étape vers la mise au point d'un dispositif international d'inspection et que d'autres pays aborderont ce problème dans le même esprit.

61. J'en viens maintenant aux pays qui sont en voie de développement. On s'est depuis longtemps rendu compte qu'après le désarmement, ou en fait au même titre que le désarmement, ce sont les problèmes des pays en voie de développement et les mesures destinées à aider ces pays à réaliser une croissance économique saine qui sont les plus importants pour le maintien de la paix et pour la bonne harmonie future du monde. Les événements qui se sont produits, cet été, au Congo et dans d'autres régions d'Afrique l'ont abondamment confirmé.

62. Nous estimons, comme le Secrétaire général, que si l'activité économique n'a pas un caractère spectaculaire, elle peut cependant exercer, à long terme, une influence décisive sur le bien-être de la communauté internationale; il est probable, par conséquent, qu'avec le temps l'ONU sera jugée en fonction de la contribution qu'elle aura apportée à la création d'une communauté mondiale où les crises ne seront plus inévitables. Il est naturel qu'animé de cette conviction, le Danemark ait participé dès le début aux programmes des Nations Unies destinés à assister les pays peu développés.

63. Proportionnellement à sa population, le Danemark est le pays qui verse la plus grande contribution au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, mais nous avons l'intention d'augmenter encore cette participation. Nous sommes particulièrement heureux d'apprendre par les représentants des pays en voie de développement que les cours et les cycles d'étude organisés au Danemark sous les auspices de l'ONU ont aidé ces pays à élaborer leur politique économique. Le Danemark est toujours disposé à fournir sur demande des techniciens et des experts dans des domaines où nos connaissances et notre expérience pourraient être jugées utiles.

64. Outre le programme d'assistance technique des Nations Unies, mon gouvernement a estimé nécessaire et a substantiellement aidé un autre organe des Nations Unies, le Fonds spécial, qui accorde une assistance en matière de préinvestissement. A l'heure actuelle, nous envisageons d'augmenter notre contribution à cette entreprise importante des Nations Unies, et nous espérons que le total des contributions aux deux programmes atteindra, l'année prochaine, le chiffre annuel visé: 100 millions de dollars.

65. Il est nécessaire, pour mener à bien l'assistance technique et les travaux de préinvestissement, de procéder à des investissements réels de capitaux dont la plus grande partie doit être bien entendu fournie par les pays peu développés eux-mêmes, grâce à l'épargne nationale. En vue d'encourager les investissements privés de l'étranger, les pays peu développés peuvent probablement s'appliquer davantage à améliorer le climat qui favoriserait l'afflux de ces capitaux privés. Les gouvernements reçoivent aussi l'aide de l'étranger sur une base bilatérale, régionale ou multilatérale. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale et l'Association internationale de développement fournissent, sur une base multilatérale, une aide financière considérable, mais les pays peu développés demandent de plus en plus énergiquement qu'une assistance multilatérale plus large leur soit accordée par l'intermédiaire d'un fonds de développement des Nations Unies qui puisse investir des capitaux destinés à l'équipement, principalement dans l'infrastructure. Il est encore trop tôt pour savoir si le Fonds spécial des Nations Unies sera à même d'assumer des responsabilités accrues. Quoi qu'il en soit, les pays peu développés peuvent compter sur l'active collaboration du Danemark au moment où il se révélerait possible de créer un fonds d'équipement des Nations Unies. Dans l'intervalle, nous appuierons, comme je l'ai indiqué au cours de la dernière session d'été du Conseil économique et

social<sup>1/</sup>, l'idée avancée par les représentants des Pays-Bas<sup>2/</sup> et de la Nouvelle-Zélande<sup>3/</sup>, qui voudraient que l'on étudie de façon plus approfondie des moyens qui permettraient de créer des liens plus étroits entre les Nations Unies et l'Association internationale de développement.

66. Il va de soi qu'au cours de leurs premières années d'indépendance, qui sont particulièrement délicates, les nouveaux Etats Membres ont besoin d'assistance dans le domaine de l'administration publique. Il est donc encourageant de constater que, de l'avis des gouvernements bénéficiaires, le programme concernant l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration s'est révélé utile. En conséquence, nous appuyons fermement la décision récemment prise par le Conseil économique et social [résolution 790 (XXX)] d'organiser ce programme sur une base permanente, et nous recommandons qu'il soit élargi en fonction des demandes reçues, notamment des demandes émanant des pays d'Afrique nouvellement indépendants.

67. De même, il va sans dire que le Danemark appuie la proposition du Secrétaire général tendant à répondre aux besoins urgents du Congo; le Gouvernement danois est donc prêt à demander aux autorités compétentes du Parlement une contribution suffisante au Fonds des Nations Unies pour le Congo.

68. En tant que pays qui, dans une large mesure, doit son niveau de vie relativement élevé à ses établissements d'enseignement, le Danemark est partisan de tout effort que les Nations Unies entreprendront en vue d'aider les pays africains à mener à bien leurs programmes prévoyant la création d'établissements scolaires. Nous apprécions donc beaucoup l'initiative prise par le président Eisenhower lorsqu'il a proposé la création d'établissements convenablement situés et spécialement destinés à assurer la formation des jeunes gens et des jeunes femmes d'Afrique qui sont maintenant appelés à assumer la lourde et difficile tâche de bâtir des pays nouveaux et indépendants.

69. C'est avec un vif intérêt que nous avons écouté les propositions formulées par le président Eisenhower [868<sup>ème</sup> séance] et le Premier Ministre du Canada [871<sup>ème</sup> séance], touchant le programme prometteur dit "aide alimentaire pour la paix" et, notamment, la création d'une banque de produits alimentaires sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Bien entendu, ma délégation étudiera avec le plus grand intérêt et la plus grande bienveillance des propositions détaillées qui auraient pour but de mettre sur pied un programme d'assistance aux millions d'êtres humains qui souffrent de la faim ou d'une mauvaise nutrition.

70. Si désireuse que soit l'Organisation des Nations Unies d'apporter une assistance d'urgence aux Etats défavorisés, nous ne devons jamais oublier que l'essentiel pour nous est d'aider les nations nouvelles à s'aider elles-mêmes. Cette assistance ne peut être fournie qu'en aidant les pays en voie de développement à diversifier la structure de leur production et en leur réservant une part équitable dans le

commerce international, leur permettant ainsi de vendre leurs produits d'exportation à des prix raisonnables et stables. Malheureusement, les pays en voie de développement ne rencontrent pas toujours la compréhension nécessaire à cet égard.

71. Il importe avant tout que les pays industrialisés évitent un protectionnisme excessif dans le domaine de l'agriculture et que les efforts entrepris pour maintenir les produits de base à des prix raisonnables et stables trouvent également un appui suffisant: c'est là le but des divers accords internationaux sur les produits de base qui ont été conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

72. Toutefois, il convient aussi de considérer la tentative de stabilisation des prix de matières premières en fonction de l'énergie avec laquelle les pays en voie de développement s'emploient à favoriser les progrès de l'industrialisation dans leurs économies respectives.

73. Le Danemark et d'autres pays — notamment le Brésil, l'Inde et la Yougoslavie — ont collaboré à la création d'un nouvel organe des Nations Unies, à savoir le Comité du développement industriel qui, nous l'espérons, commencera ses travaux en 1961 et favorisera le progrès industriel des pays peu développés. Ce comité, qui se compose de 24 membres, donnera des avis utiles sur les techniques de production et de gestion, sur la politique fiscale, la mise au point de programmes économiques, la distribution et la commercialisation, qui sont autant d'éléments indispensables à l'élaboration de politiques d'industrialisation constructives dans les nouveaux Etats Membres.

74. A une époque de progrès économique comme celle que connaissent actuellement les pays industrialisés, il devrait être relativement facile aux divers pays de contribuer, à titre individuel, à une meilleure répartition internationale du travail, en libérant les échanges et les paiements, et en abolissant ou en atténuant les mesures protectionnistes à l'égard de leurs industries manufacturières, de leur agriculture et de leurs transports maritimes et aériens. Certes, des progrès ont été réalisés, mais il est décourageant de constater qu'en appliquant des mesures protectionnistes excessives, certains pays maintiennent les tarifs de transports maritimes et aériens à un niveau artificiel qu'ils ne pourront pas conserver si les effets de la concurrence normale se font pleinement sentir. De tels procédés constituent un mauvais exemple pour les autres pays et les incitent à appliquer des mesures analogues.

75. J'en viens maintenant à la question de l'Afrique. Les événements importants qui se déroulent sur ce continent nous posent un certain nombre de problèmes particuliers, mais avant tout, ils font intervenir de nouveaux éléments dans la situation internationale. Le continent africain est apparu sur la scène mondiale et la solidarité africaine, telle que l'ont exprimée les dirigeants d'un nombre croissant de pays libres et indépendants, existe et demeurera. Les Etats africains ont autant à apporter à l'Organisation des Nations Unies qu'à recevoir d'elle.

76. En ce qui concerne le problème du Congo, le Gouvernement danois est heureux de la façon dont la politique à l'égard de ce pays, approuvée par le Conseil de sécurité, a été appuyée par l'Assemblée

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, 1120<sup>ème</sup> séance.

<sup>2/</sup> *Ibid.*, 1117<sup>ème</sup> séance.

<sup>3/</sup> *Ibid.*, 1119<sup>ème</sup> séance.



générale au cours de sa récente session extraordinaire d'urgence, et de la façon dont le Secrétaire général l'a appliquée. Nous pouvons nous féliciter de l'action de l'ONU à cet égard, telle qu'elle a été menée par le Secrétaire général, en toute impartialité et d'une manière entièrement conforme aux principes de la Charte.

77. Nous espérons qu'avec l'aide et la coopération des autres Etats d'Afrique, le peuple du Congo pourra bientôt trouver l'unité et former un gouvernement national qui sera prêt à collaborer loyalement à l'effort international dont le seul but est de lui venir en aide.

78. S'agissant de l'Afrique, je tiens à dire quelques mots de la politique que le Gouvernement de l'Union sud-africaine applique non seulement dans son propre territoire, mais encore — nous le regrettons infiniment — dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sont pratiquement d'accord sur ces questions, mais, jusqu'à présent, le Gouvernement de l'Union sud-africaine a décidé de méconnaître les résolutions de l'Assemblée. J'espère que le Gouvernement de l'Union sud-africaine tiendra compte de l'opinion mondiale. Ce faisant, sans aucun doute, il servirait utilement la paix internationale. Les résolutions de l'ONU en la matière, comme d'ailleurs celles qui concernent d'autres problèmes africains, traduisent une préoccupation profonde mais mûrement réfléchie quant à l'évolution de la situation au cas où la politique actuelle demeurerait inchangée. Les événements récents montrent le bien-fondé de cette conception.

79. J'en viens maintenant aux nouveaux Etats récemment admis à l'Organisation des Nations Unies. Je tiens tout d'abord à saisir cette occasion pour adresser nos félicitations à ces 14 nouveaux pays que l'Organisation vient d'admettre et à leur souhaiter une chaleureuse bienvenue au nom du Gouvernement danois. Nos souhaits vont aux 13 Etats indépendants d'Afrique ainsi qu'à la République de Chypre. L'admission de ces nouveaux Etats enrichit notre organisation. En effet, j'estime qu'il existe une précieuse réciprocité d'échanges entre l'Organisation des Nations Unies et chacun de ses Membres. Le fait même que nous faisons partie de l'ONU et que nous sommes liés par les obligations que nous impose la Charte nous incite à élargir nos idées et notre politique et à faire preuve de justice, de raison, de bonne volonté et de compréhension à l'égard des problèmes des autres régions du monde.

80. D'autre part, plus seront nombreux les pays qui adopteront les principes de la Charte, plus grandes seront nos chances d'avoir une opinion mondiale équilibrée. Et les nouveaux Etats Membres ont un rôle très important à jouer à cet égard.

81. Nul n'ignore que le Gouvernement danois est partisan de l'admission à l'ONU de tous les Etats indépendants. C'est aussi, bien entendu, sur ce principe fondamental que repose notre attitude touchant la représentation de la Chine à l'Organisation. Tôt ou tard, le gouvernement qui, en fait, exerce le pouvoir représentera ici le peuple chinois. Il s'agit là d'une nécessité d'autant plus grande qu'à longue échéance aucun accord sur le désarmement ne pourrait être vraiment efficace sans la participation de la Chine.

82. Le fait que le nombre des Etats Membres a presque doublé depuis la création des rouages de

l'ONU fait évidemment que la question de l'efficacité de ces rouages se pose avec une certaine acuité. Au cours de plusieurs sessions précédentes de l'Assemblée générale, nous avons discuté la question de l'augmentation du nombre des sièges à des organes tels que le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social, mais ces discussions sont jusqu'à présent demeurées sans résultat. C'est là un problème auquel les nouveaux Etats Membres devraient s'intéresser tout particulièrement, car il est évident que, dans les conditions actuelles, les régions du monde dont ils font partie ne sont pas représentées comme elles devraient l'être à ces organes. Nous nous trouvons là en face d'un problème urgent, auquel l'Assemblée générale devra accorder toute son attention à la présente session.

83. Le moment est peut-être mal choisi pour faire à cet égard des propositions précises, mais je tiens à dire qu'il serait sans doute possible de trouver une solution convenable si, en même temps que l'on augmentait le nombre des sièges, on revoyait les termes des mandats actuels et les principes de la représentation. Je songe, en ce qui concerne la représentation, à un système qui mieux que le système actuel permettrait à tous les groupes régionaux d'une certaine importance d'être représentés par le candidat de leur choix.

84. Il n'est que naturel que des rouages aussi complexes que ceux de l'Organisation des Nations Unies fassent de temps à autre l'objet d'une révision. En fait, depuis quelques années déjà, une certaine pression s'est exercée pour obtenir pareille révision, encore qu'aucun progrès n'ait pu être accompli jusqu'à présent en raison de l'attitude de certains Etats Membres. Je suis certain que nous sommes tous prêts à discuter les propositions tendant à parfaire l'Organisation et à la rendre plus efficace; c'est un but que nous devons viser sans relâche. Cependant, il est indispensable que nous ayons la volonté d'unir nos efforts dans le cadre des principes de la Charte. Désirons-nous une organisation composée de nations véritablement unies dans la recherche d'un idéal commun ou voulons-nous diviser la grande famille des nations en groupes dont les intérêts seraient complètement opposés, tant du point de vue idéologique que du point de vue politique? Ce n'est assurément que dans l'unité et avec l'aide d'une organisation efficace, susceptible de répondre à des situations en constante évolution, que nous pourrions contribuer au maintien de la paix internationale, dans la liberté et dans la justice.

85. M. JIVKOV (Bulgarie) [traduit de l'anglais<sup>4/</sup>]: Le Présidium de l'Assemblée nationale et le Conseil des ministres de la République populaire de Bulgarie, prenant en considération l'importance des questions figurant à l'ordre du jour de la quinzième session de l'Assemblée générale, ont approuvé la composition de notre délégation et lui ont conféré de larges pouvoirs pour prendre part à la discussion et à la solution des problèmes inscrits à l'ordre du jour.

86. Sans aucun doute, le fait le plus caractéristique de la quinzième session de l'Assemblée générale est la présence des plus hauts dirigeants d'un grand nombre de pays, venus pour la première fois prendre part aux travaux de l'Assemblée. Ce n'est pas là

<sup>4/</sup> L'orateur s'est exprimé en bulgare. La version anglaise de sa déclaration a été communiquée par la délégation.

seulement une preuve de considération et de respect envers l'ONU, c'est aussi le signe d'une attitude sérieuse et profondément réfléchie à l'égard des questions qui sont inscrites à l'ordre du jour et présentent une importance exceptionnelle pour tous les pays et tous les peuples. Nous voulons espérer que la quinzième session de l'Assemblée générale marquera à cet égard un tournant dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies.

87. Avant d'expliquer la position du peuple et du gouvernement bulgares touchant les principales questions à l'ordre du jour, je tiens à saluer cordialement les nouveaux Etats Membres de l'Organisation et à leur souhaiter plein succès dans la consolidation de leur indépendance, de leur économie et de leur culture nationale, ainsi qu'une coopération fructueuse au sein de l'Organisation des Nations Unies, dans l'intérêt de la paix mondiale.

88. La République populaire de Bulgarie et son gouvernement poursuivent constamment une politique de paix et de coexistence pacifique entre Etats dotés de régimes économiques et sociaux différents. Les principes de la coexistence pacifique déterminent les rapports de la Bulgarie avec les autres pays ainsi que chaque pas et chaque initiative du Gouvernement bulgare dans la vie internationale. Notre politique extérieure est inspirée par le parti communiste bulgare qui, depuis déjà près de 70 ans, cultive chez le peuple bulgare l'esprit de solidarité internationale, de respect et d'amour pour les autres peuples et pour les autres nations. Dès l'avènement du gouvernement populaire, Georgi Dimitrov avait indiqué que la République populaire de Bulgarie avait besoin d'une paix durable, d'amitié et de coopération avec tous les peuples afin de pouvoir rattraper les pays plus avancés et de devenir un pays démocratique et socialiste à l'économie et à la culture hautement développées.

89. La politique extérieure de notre pays correspond pleinement à sa politique intérieure et en est la continuation. C'est une politique de progrès dans tous les domaines, sur la voie du socialisme, qui tend à assurer un développement économique et culturel accéléré en même temps qu'une amélioration des conditions de vie du peuple. Durant les 16 dernières années, le peuple bulgare a obtenu des succès considérables dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, de la construction, de l'enseignement, de la science et de la culture, succès qui ont complètement transformé notre pays.

90. Les relations entre la Bulgarie et les autres pays socialistes se développent de la manière la plus satisfaisante dans un esprit d'harmonie et de compréhension parfaites. Ces relations se renforcent de jour en jour, fondées sur l'amitié fraternelle, la collaboration et l'assistance mutuelle, pour le bien de notre cause commune, la cause socialiste. Poursuivant une politique d'amitié et de collaboration avec tous les peuples, nous entretenons des relations diplomatiques, économiques et culturelles avec un grand nombre de pays. C'est la raison pour laquelle nous attachons une importance primordiale à nos relations avec les pays balkaniques et nous efforçons constamment de consolider la paix dans les Balkans.

91. Le Gouvernement bulgare a appuyé la proposition du Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev, visant à transformer

la région des Balkans et de l'Adriatique en une zone où il n'y aurait ni armes nucléaires ni fusées. Nous avons appuyé aussi la proposition du Gouvernement roumain tendant à convoquer une conférence des dirigeants des pays balkaniques afin de discuter certains problèmes fondamentaux concernant la situation dans la péninsule des Balkans.

92. Notre gouvernement a toujours été et sera toujours prêt à discuter et à appuyer toute proposition, d'où qu'elle vienne, qui tendrait à assurer le développement général des Balkans et serait faite dans un esprit de compréhension, d'amitié, de coopération et de paix.

93. A plusieurs reprises, notre gouvernement a proposé un plan d'action détaillé et concret en vue d'aider à renforcer les rapports de bon voisinage entre les pays balkaniques. C'est ainsi que nous avons proposé, notamment, la conclusion d'un pacte de non-agression entre les pays balkaniques; la conclusion d'un accord en vue d'une réduction substantielle des forces armées des pays balkaniques, qui ne seraient plus dotées que des effectifs indispensables à la protection des frontières; la transformation des Balkans en une région où l'idée du désarmement général et complet se réaliserait pour la première fois; l'expansion de la coopération économique et des relations commerciales, d'après les principes de l'égalité et des avantages mutuels; la construction en commun d'installations hydro-électriques, dont bénéficieraient tous les pays balkaniques et qui permettraient d'utiliser au maximum les richesses et les ressources naturelles des Balkans; l'organisation, entre les pays balkaniques, d'expositions industrielles, agricoles et autres ainsi que des visites de délégations parlementaires, culturelles, scientifiques et sportives; le développement du tourisme entre nos pays, etc.

94. Malgré tous nos efforts, les progrès que nous avons accomplis jusqu'à présent ne représentent qu'un commencement. Cependant, nous maintenons nos propositions. Nous ne perdons pas l'espoir que ces propositions, destinées à servir les intérêts de tous, trouveront un accueil favorable auprès des gouvernements des pays balkaniques intéressés et contribueront à diminuer la tension qui existe dans les Balkans.

95. Nous sommes fermement convaincus qu'il existe dans les Balkans les conditions nécessaires et objectives permettant d'apporter une solution aux problèmes en suspens. Il n'y a pas, entre les pays balkaniques, de questions d'une nature telle qu'elles ne puissent être réglées si l'on entreprend de les discuter avec un égal souci de compréhension et de bonne volonté. Nous sommes des pays voisins. Nous avons vécu, nous vivons et nous continuerons de vivre côte à côte dans la péninsule balkanique. C'est un fait que ne doit oublier aucun gouvernement de la péninsule balkanique s'il désire mener une politique réaliste.

96. Du haut de cette tribune, je tiens à adresser encore une fois, au nom du Gouvernement bulgare, un appel aux gouvernements de tous les pays balkaniques et, plus particulièrement, aux Gouvernements turc et grec pour que nous prenions des mesures communes et unissions nos efforts en vue de transformer les Balkans — cette ancienne poudrière de l'Europe — en une région calme et paisible.

97. Nous constatons avec satisfaction que la ligne générale de coexistence pacifique suivie par l'Union soviétique et les autres pays socialistes dans le domaine des relations internationales s'affirme de jour en jour. Sa force d'attraction est de plus en plus grande. Cette ligne est, d'ores et déjà, adoptée et appuyée par un grand nombre de pays, par différents milieux et hommes politiques, dans le monde entier. La ligne de la coexistence pacifique correspond aux intérêts vitaux des peuples des pays socialistes comme à ceux de tous les autres peuples. C'est pourquoi elle est devenue une force matérielle dans le développement de la situation internationale.

98. Il faut se réjouir du fait qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies également, les représentants d'un grand nombre de pays et de peuples défendent honnêtement et sincèrement les principes de la coexistence pacifique. La politique de coexistence pacifique est une politique réaliste, dictée par la vie même et par la nécessité vitale de sauvegarder la paix internationale et de résoudre les problèmes internationaux par des moyens pacifiques. Cette ligne, et elle seule, appliquée aux relations internationales, permettra le relâchement de la tension internationale, la dissolution des blocs militaires et la liquidation des bases militaires, la réalisation du désarmement général et complet, la disparition définitive du fléau de la guerre et la création de solides relations économiques, culturelles et scientifiques entre les peuples.

99. Nous devons à tout prix nous opposer actuellement à toute tentative en vue de faire perdre à la politique de coexistence pacifique le terrain qu'elle a déjà conquis. La ligne de coexistence pacifique doit être affirmée et développée encore davantage, tout effort pour en détourner les peuples doit se heurter à un échec complet. En ce qui concerne notre pays et notre gouvernement, je tiens à souligner une fois de plus que nous continuerons à lutter pour l'affirmation du principe de la coexistence pacifique et à combattre toute tentative destinée à semer la haine entre les peuples et à aggraver la tension internationale et la "guerre froide".

100. Cependant, ce serait faire preuve de naïveté que de ne pas voir ou de sous-estimer l'autre ligne dans les rapports internationaux, la ligne de la course aux armements, de l'intensification de la "guerre froide" et de la tension internationale, la ligne qui consiste à saper la compréhension internationale sous la bannière de l'anti communisme. Il faut désigner ouvertement les partisans de cette autre ligne qu'ils défendent avec opiniâtreté, même au cours de la session actuelle, car il faut que les peuples les connaissent bien. Ce sont les puissances impérialistes, ce sont les milieux dirigeants agressifs des Etats-Unis et des pays occidentaux, les alliés des Etats-Unis à l'OTAN. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que les milieux militaires des Etats-Unis et des autres pays occidentaux qui font le jeu des monopoles matériellement intéressés à la production d'armements prédominant et exercent une influence décisive sur la politique étrangère des gouvernements. Ce fait est lourd de dangers dans la situation internationale actuelle. D'autre part, les problèmes internationaux découlant de la seconde guerre mondiale et non réglés sont une source constante de tensions internationales et représentent, s'ils ne sont pas tranchés en temps opportun, une grave menace pour la paix et la sécurité mondiales.

101. Sans aucun doute, le plus grave de ces problèmes est le problème allemand, le problème du traité de paix avec l'Allemagne. Un grand nombre de pays et de peuples, y compris le nôtre, qui ont été à plusieurs reprises victimes du militarisme allemand, sont vivement angoissés de constater que l'irréductibilité et le militarisme renaissent en Allemagne occidentale et recommencent à montrer insolemment leurs griffes. Est-il possible à ces peuples de voir sans appréhension grandir chaque jour la puissance de l'armée revancharde de Bonn et de constater sans s'émouvoir que l'on s'emploie à lui fournir des armes nucléaires et des fusées? Si au cours de la dernière guerre beaucoup de pays et de peuples sont devenus la proie du militarisme allemand, cette fois, la résurrection du fantôme de la guerre en plein cœur de l'Europe risque de conduire à une troisième guerre mondiale, à une terrible catastrophe pour l'humanité. C'est pourquoi il est extrêmement dangereux de laisser subsister la situation actuelle en Allemagne occidentale, car elle crée une atmosphère d'insécurité en Europe. C'est un véritable crime contre l'humanité. Il faut mettre un frein au militarisme allemand de la zone occidentale avant qu'il ne soit trop tard.

102. Il est indispensable qu'un traité de paix soit signé avec l'Allemagne aussitôt que possible et que soit réglé le problème de Berlin-Ouest. La solution du problème allemand ne peut être plus longtemps différée. C'est pourquoi nous appuyons la proposition tendant à ce qu'un traité de paix avec l'Allemagne soit signé le plus tôt possible. Il faut espérer que les Gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France finiront par soutenir l'Union soviétique dans ses efforts pour la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, de façon que ce foyer dangereux de guerre soit liquidé.

103. Passons à un autre problème international resté sans solution — le problème coréen. Pourra-t-on jamais assurer la paix en Extrême-Orient et dans le monde si l'on n'apporte une solution équitable à ce problème? Il n'y a qu'un seul moyen de le résoudre: c'est la réunification pacifique de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, tâche qu'il incombe au peuple coréen d'accomplir par lui-même et sans aucune ingérence étrangère. Nous appuyons la proposition de création d'une confédération entre la Corée du Nord et la Corée du Sud selon le projet présenté par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée.

104. Il va de soi qu'il ne sera pas possible d'unifier la Corée tant que la Corée du Sud se trouvera sous une tutelle étrangère et que des troupes américaines y auront la haute main et s'y conduiront avec arbitraire. Pour résoudre le problème coréen, il importe donc avant tout d'assurer le retrait immédiat des troupes américaines de la Corée du Sud, grâce à quoi tant les Sud-Coréens que les Nord-Coréens pourront exprimer librement leur volonté quant aux destinées de leur pays.

105. L'humanité ne peut connaître de tranquillité au moment où des milieux militaristes, aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux, se rendent coupables de provocations et d'agressions en divers points du monde où de tels actes sont élevés au rang de politique officielle. Tel a été, par exemple, le cas lors de la perfide intrusion d'un avion militaire américain d'espionnage dans l'espace aérien de

l'Union soviétique et d'autres pays. Peut-on qualifier une telle politique de raisonnable? De tels actes sont incompatibles avec le droit international et les principes de la Charte des Nations Unies; ils représentent une menace grave à la paix et à la sécurité internationales. C'est là un jeu insensé et dangereux auquel il faut mettre fin.

106. Nous appuyons la proposition du Gouvernement de l'Union soviétique tendant à ce que soit discutée à la présente session la question de la menace à la paix universelle créée par les actes agressifs des Etats-Unis contre l'URSS. Il incombe à l'Organisation des Nations Unies de faire sienne la juste condamnation par laquelle les peuples ont stigmatisé ces actes honteux d'agression et de provocation commis par les Etats-Unis. L'Organisation des Nations Unies se doit, conformément à sa Charte et à ses principes fondamentaux, d'inviter tous ses Membres à observer les normes les plus élémentaires des relations internationales, à respecter les droits souverains de toutes les nations et à renoncer aux méthodes de violence, de provocation et d'agression.

107. A l'heure présente, deux questions dépassent en importance toutes les autres du point de vue de l'avenir de l'humanité: ce sont celle de l'abolition du système colonial et celle du désarmement général et complet. Qu'il me soit permis d'en parler plus longuement.

108. La question de l'abolition complète et définitive du système colonial est un des problèmes les plus urgents et les plus importants de notre époque. Tous les Etats, tous les gouvernements, ont le devoir de contribuer à sa solution. Cette responsabilité, il n'est pas douteux que l'Organisation des Nations Unies, elle aussi, la partage.

109. Je tiens à dire, tout d'abord, que la délégation de la République populaire de Bulgarie appuie chaque mot de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dont l'adoption est proposée à la présente session par le Gouvernement de l'Union soviétique. Nous estimons que cette déclaration constituera un document historique d'une exceptionnelle importance du point de vue international. Il n'est pas douteux que tous les peuples et l'opinion publique dans le monde entier considéreront cette déclaration comme un manifeste — une charte — proclamant la liberté et l'indépendance de tous les pays sans exception, leur égalité et le respect de leurs droits souverains et de leur intégrité territoriale. La preuve en est déjà fournie par l'accueil que cette proposition de l'Union soviétique a trouvé dans le monde entier et tout particulièrement auprès des peuples coloniaux, ou récemment émancipés. Quelque effort que fassent les colonialistes pour minimiser l'effet de cette proposition de l'Union soviétique, il est certain que la déclaration proposée par le Gouvernement de l'Union soviétique comptera, dans les annales de l'histoire, parmi les documents les plus nobles et les plus admirables de l'humanité.

110. Nous croyons fermement que l'Assemblée générale votera et approuvera la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Aux yeux du monde entier, le prestige de l'Organisation s'en trouverait immensément rehaussé. Les peuples verront dans l'ONU non seulement une organisation exprimant leurs espoirs et aspirations les plus chers pour une vie de paix, de liberté et de bonheur, mais aussi une institution qui défend de

manière active et pratique leurs intérêts et leurs justes revendications et qui résout les problèmes urgents de notre époque.

111. La grande révolution socialiste d'Octobre a ouvert un chapitre nouveau dans l'histoire de l'humanité. Elle a également amorcé la désintégration et l'effondrement du régime colonial. L'apparition de pays socialistes et le renforcement du camp de ces pays ont été, pour de nombreux autres pays, le prélude à leur libération et au progrès dans l'indépendance. En Afrique noire, les peuples se dressent en masse pour combattre et abattre le régime colonial. Cependant, plus de 100 millions d'individus souffrent encore sous les chaînes du colonialisme. On ne saurait tolérer plus longtemps ce phénomène honteux, déshonneur de notre civilisation. L'ère est venue où la liberté, la justice et la fraternité doivent triompher partout au monde. Il faut que l'esclavage colonial fasse place, et il fera inévitablement place, à la liberté, à l'indépendance, à la souveraineté nationale et au progrès pour tous les peuples, grands ou petits, noirs ou blancs. Nous devons tous conjuguer nos efforts pour que le milieu du XXème siècle voie la mort du système colonial.

112. Quand nous parlons d'abolir le régime colonial, nous nous rendons parfaitement compte que les colonialistes font tout leur possible pour maintenir leurs positions. Par le fer et par le feu, contre vents et marées, ils essaient de perpétuer leur domination sur les pays coloniaux dépendants. Ils versent à cette fin non seulement le sang des peuples asservis, mais aussi celui de leurs propres compatriotes. Par leur politique coloniale aussi insensée que téméraire, ils compliquent la situation internationale et mettent sérieusement en danger la paix mondiale.

113. Les colonialistes avancent aujourd'hui une nouvelle "théorie": le colonialisme aurait changé de nature; il se serait ennobli; les peuples colonisés — comme certains représentants des puissances coloniales l'ont dit ici — seraient devenus des "nations alliées" et les anciennes relations entre le pays maître et le pays esclave seraient du domaine du passé. Rien n'est moins vrai. Afin de conserver les terres et les autres richesses des colonies et des pays récemment libérés, les colonialistes refusent encore aujourd'hui de renoncer aux méthodes barbares de pillage et d'oppression dont leurs devanciers se sont servis dans les siècles passés quand ils ont conquis ces pays. Nous en trouvons la preuve dans l'agression sans précédent perpétrée contre le Congo, dans la guerre qui ensanglante depuis six ans l'Algérie, dans la terreur policière à laquelle sont soumis les pays d'Afrique orientale, dans les forfaits commis par le gouvernement raciste de l'Union sud-africaine, dans la terreur impitoyable que connaissent les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique, dans les provocations et les complots montés contre Cuba, l'Indonésie et le Laos. La rapacité avec laquelle les richesses de divers pays sont mises au pillage, la façon dont les libertés et les droits de l'homme sont foulés aux pieds, les expéditions punitives, le maintien de prisons et de camps de concentration, la pratique impitoyable du travail forcé, la misère, la famine et l'ignorance dont souffrent les peuples colonisés, la façon dont on cherche à dresser les uns contre les autres des populations ou des tribus — tout cela, disons-le franchement, n'est rien d'autre que le colonialisme et ses honteuses pratiques. Tout cela n'a rien de

commun avec la philanthropie, ni avec une bienveillante administration ou avec la "mission civilisatrice" que l'on prétend accomplir dans les colonies.

114. Ce n'est pas pour une œuvre philanthropique ou civilisatrice que les impérialistes ont besoin de colonies. Ils en ont besoin pour piller leurs richesses, pour en tirer et pour accumuler des profits fabuleux. Ce n'est pas par l'effet du hasard que l'économie des colonies est arriérée, qu'elle est une économie d'exploitation et de pillage. Elle se développe d'une manière qui est contre nature et à sens unique. Les colonialistes sont les maîtres des richesses et des matières premières des colonies. Comme l'on dit dans mon pays, ils tondent trois fois le même mouton pour en tirer le plus grand bénéfice possible.

115. C'est pourquoi, comme tous les gouvernements et tous les peuples qui se respectent, nous sommes partisans de l'abolition immédiate et complète du colonialisme, déshonneur de l'humanité. J'ai à peine besoin d'énumérer les heureuses conséquences qu'aurait l'abolition du régime colonial. Il suffit de dire qu'elle apporterait la liberté aux peuples de nombreux pays. Il serait mis fin, une fois pour toutes, aux souffrances indicibles, à l'oppression et aux humiliations odieuses auxquelles sont soumis les peuples de ces pays en tant que nations et en tant qu'êtres humains. Une fois le colonialisme aboli, ces peuples se sentiront plus sûrs d'eux-mêmes en tant que nations et verront s'ouvrir de larges perspectives de développement de leurs activités et de leurs initiatives créatrices. Les forces sociales productrices de ces pays recevront une impulsion vigoureuse. Le monde sera dans un état où toutes ses ressources pourront être utilisées de manière plus féconde et où il sera possible de faire disparaître les disparités qui existent aujourd'hui entre les pays du point de vue du développement économique.

116. Est-il nécessaire de signaler les effets bien-faisants que l'abolition du régime colonial exercera sur l'évolution des relations internationales, sur la détente mondiale et sur la consolidation de la paix universelle? Nous sommes profondément convaincus que l'abolition complète et définitive du régime colonial sera un événement historique des plus heureux, non seulement pour les peuples asservis mais aussi pour toute l'humanité. Le progrès de toute l'humanité s'en trouvera accéléré à un rythme inconnu jusqu'ici et un nouveau chapitre de l'histoire moderne s'ouvrira.

117. L'exemple de la Bulgarie montre ce que peut faire un peuple qui s'est libéré des chaînes de l'impérialisme. Je prie l'Assemblée de me permettre de citer à ce sujet quelques données. Pendant bien longtemps, mon pays avait souffert de la domination de monopoles et de groupes militaristes étrangers. Son économie était très arriérée, car on en avait fait un accessoire de celle des pays occidentaux industrialisés, auxquels elle fournissait des produits agricoles et des matières premières. Depuis 16 ans maintenant, les Bulgares sont les maîtres de leur pays et travaillent consciencieusement pour sa vie et son avenir. D'un pays dépendant, agraire et arriéré, ils ont fait un pays libre, à la fois agricole et industriel. Nos forces productives se développent rapidement et renforcent notre économie nationale. Nous avons créé de nouvelles industries, notamment des industries lourdes. En 1959, notre production industrielle était 11 fois supérieure à celle de 1939

et représentait alors 71 pour 100 de la production nationale, contre 25 pour 100 en 1939, alors que la production agricole n'en représentait plus que 29 pour 100, contre 75 pour 100 en 1939. Tandis qu'auparavant la Bulgarie ne possédait qu'un nombre insignifiant de tracteurs et de moissonneuses et absolument aucune moissonneuse-batteuse, elle utilise aujourd'hui des milliers de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles. Nous avons liquidé une fois pour toutes le chômage — ce fléau des travailleurs. Le revenu réel par habitant a augmenté de 73 pour 100 depuis 1952. L'Etat verse des pensions aux vieux ouvriers, employés de bureau et agriculteurs des coopératives agricoles. L'analphabétisme a été éliminé. Les soins médicaux et l'enseignement, y compris les études universitaires, sont gratuits. Le peuple a toute liberté d'accès à l'instruction, la science et la culture. Il suffit de signaler que le nombre des étudiants dans les universités est passé de 10.000 en 1939 à 49.000 en 1960. Cela signifie que, dans chaque groupe de 10.000 habitants, 63 fréquentent des établissements d'enseignement supérieur.

118. Ce ne sont là que quelques faits montrant quelle est la situation dans mon pays. Voilà comment travaillent, vivent et créent ce que d'aucuns ont appelé les "esclaves" en Bulgarie. Certains orateurs, à la présente session, ont fait preuve d'une curieuse compassion envers les populations des pays socialistes. Mais, pour en avoir "goûté les bienfaits" pendant trop d'années, le peuple bulgare sait ce que vaut ce genre de compassion.

119. Je voudrais, Monsieur Diefenbaker, vous inviter à venir dans mon pays pour voir de vos propres yeux ce qu'y sont les conditions de vie. Notre hospitalité slave est bien connue et nous vous accueillerons à bras ouverts. Nous n'organiserons pas contre vous de pitoyables manifestations, car cela serait contraire aux traditions des Bulgares aussi bien qu'aux règles élémentaires de l'hospitalité. Venez vous rendre compte par vous-même de l'enthousiasme des ouvriers, des employés, des agriculteurs des coopératives agricoles, en un mot de tout le peuple bulgare. Venez voir comment le peuple bulgare se construit une vie heureuse par le socialisme. Vous pourrez voir de vos propres yeux que les esclaves d'hier, dont les droits étaient foulés aux pieds, sont aujourd'hui les vrais maîtres, dans la Bulgarie nouvelle. C'est là que réside notre force, comme celle du camp socialiste tout entier. Elle tient aux possibilités inépuisables qu'offre le régime socialiste, aux perspectives illimitées qu'il ouvre pour l'épanouissement complet de la personne humaine.

120. Pour que vous ne m'accusiez pas de faire de la propagande, je répète: venez chez nous, Messieurs; venez en Bulgarie pour vous rendre compte par vous-mêmes de l'état des choses.

121. Lorsque nous parlons des progrès rapides que fait notre économie et de nos grandes victoires pacifiques, nous nous devons de souligner le rôle décisif de l'aide que nous recevons de l'Union soviétique et celui que joue notre coopération avec les autres pays socialistes. L'Union soviétique fournit à notre pays, comme à divers autres, des machines et de l'équipement très modernes et de la meilleure qualité et nous aide à développer rapidement notre économie. C'est ainsi que, par exemple, 45 grandes

usines ont été construites et 25 chantiers de grands travaux entrepris dans notre pays avec l'aide soviétique. L'Union soviétique nous fournit généreusement des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles, de même que des matières premières, des crédits et des techniciens; elle nous apporte dans tous les domaines une aide économique, scientifique, technique et culturelle. Cette aide crée les conditions nécessaires au développement rapide des forces de production dans mon pays, dont elle garantit l'indépendance nationale et la souveraineté. C'est une aide désintéressée — comme ne peut l'être que celle d'un frère. Par son ampleur aussi bien que sa nature, l'aide de l'Union soviétique à mon pays est sans précédent dans l'histoire du peuple bulgare. C'est pour nous l'évidence même que, sans l'aide et le soutien de l'Union soviétique, sans notre coopération avec les autres pays socialistes, nos grandes réalisations économiques et culturelles auraient été inconcevables. L'amitié qui nous lie aux peuples de l'Union soviétique n'est pas seulement de longue date; elle a été renforcée par la longue lutte que le peuple bulgare a menée contre la dictature monarcho-fasciste et par les énormes sacrifices qui nous ont permis de nous engager sur la voie si salutaire du socialisme.

122. Il va sans dire qu'il ne suffit pas qu'un pays parvienne à une indépendance de pure forme. Il faut que cette indépendance soit une réalité pour que les anciennes colonies puissent aller de l'avant comme des pays libres et souverains dans l'édification de leur économie nationale.

123. Nous ne comprenons que trop bien que les peuples récemment libérés ne soient pas capables de rattraper leur retard grâce à leurs seuls efforts et à leurs seules ressources. Ils ont besoin dans tous les domaines de l'aide des pays développés. Il est logique et légitime que l'Organisation des Nations Unies demande aux pays économiquement et techniquement avancés qui ont eu jusqu'ici des possessions coloniales de rendre, pour le moment du moins, une partie des richesses qu'ils se sont appropriées pour faciliter le progrès matériel et culturel des pays récemment libérés et aider à faire en sorte que les populations de ces pays jouissent au moins du niveau de vie considéré comme le minimum souhaitable.

124. Mais lorsque nous parlons d'aide aux pays sous-développés, nous n'oublions pas qu'il y a aide et "aide". Du haut de cette tribune, nous ne pouvons que condamner les intentions et les desseins de certaines puissances coloniales dont la prétendue "aide" n'est qu'un moyen de perpétuer le retard économique et l'état de dépendance des pays sous-développés. Nous ne pouvons méconnaître le fait que cette "aide" s'accompagne de conditions politiques, économiques ou militaires, tantôt imposées ouvertement, tantôt déguisées. Nous ne pouvons nous résigner à voir de telles hypothèques compromettre gravement la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationales. Ce n'est un secret pour personne que certains pays très riches qui cherchent à se faire passer pour des bienfaiteurs de l'humanité retirent cent dollars de bénéfices pour chaque dollar d'"aide" qu'ils fournissent à des pays sous-développés. Il est évident que ce type d'"aide" conduit à une exploitation et à un épuisement plus poussés de l'économie de ces pays. Ce n'est qu'un appât, un piège, déguisé

sous le nom d'aide. Les pays sous-développés n'ont pas besoin d'une "aide" de ce genre.

125. Il ne fait aucun doute que le principal problème pour les pays coloniaux qui ont conquis leur indépendance est d'édifier leur économie nationale, de créer des industries, d'abolir les institutions économiques féodales, d'exécuter une réforme agraire — en un mot, de développer toutes les branches de la production. Sur ce problème majeur, le Président des Etats-Unis, M. Eisenhower, n'a rien trouvé à dire dans son discours à l'Assemblée générale. La proposition qu'il a faite concerne avant tout des mesures d'aide sociale aux pays sous-développés. Les pays sous-développés n'ont pas besoin de charité, d'oboles et d'aumônes. Comme on le sait, ces pays n'auront de liberté et d'indépendance réelles et ne pourront créer et développer leur économie nationale que s'ils se libèrent de leur dépendance économique envers les monopoles.

126. Mon pays, comme bien d'autres, considère que les pays sous-développés doivent être aidés de manière franche, honnête, sincère et désintéressée; l'aide qu'ils reçoivent doit être sans hypothèque, d'ordre politique ou autre, et il ne doit en résulter aucun privilège pour le pays qui la fournit. C'est là le type d'assistance que les pays socialistes apportent aux pays sous-développés. On doit reconnaître que c'est la première fois dans l'histoire qu'une telle aide est accordée. Un nouvel ordre de relations économiques, inconnu autrefois, est en train de s'instaurer entre des pays développés et des pays sous-développés. Cet ordre est fondé sur les principes de complète égalité, de respect de l'indépendance des pays et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Nous constatons avec satisfaction que l'aide économique et technique accordée par l'Union soviétique et les autres pays socialistes à des pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine s'intensifie d'année en année. Cette aide désintéressée de l'Union soviétique et des autres pays socialistes permet à ces pays, non seulement de consolider leur économie et leur indépendance, mais aussi de devenir un facteur important dans les relations économiques mondiales.

127. Certains, qui lisent l'Evangile comme le diable le lit, insinuent qu'en aidant les pays sous-développés, les pays socialistes chercheraient à s'assurer des sphères d'influence. Il est inutile de démontrer que les pays socialistes ne recherchent pas de sphères d'influence et ne divisent pas le monde en blocs de peuples privilégiés et de peuples déshérités. D'autres se sont spécialisés dans ce domaine. Mais nous sommes fondés à poser les questions suivantes: qu'est-ce qui empêche les pays occidentaux de fournir, eux aussi, aux pays sous-développés une aide désintéressée et sans hypothèques? Au lieu de dépenser des sommes énormes pour le chantage, la corruption, les provocations, les coups d'Etat, le soutien de gouvernements fantoches imposés à des peuples, l'entretien de forces policières et la course aux armements, les puissances occidentales ne feraient-elles pas mieux de consacrer une partie au moins de ces fonds au développement de l'économie des nouveaux pays?

128. Nous sommes très inquiets de constater que les impérialistes, sous la direction des monopoles américains, prennent tout un ensemble de mesures pour maintenir l'asservissement colonial et essaient de

remplacer les formes actuelles du colonialisme par de nouvelles formes et méthodes d'asservissement, où de nouveaux maîtres se substituent aux anciens.

129. Comment pouvons-nous rester impassibles devant le danger auquel les diverses nouvelles formes de colonialisme, pratiquées sous l'égide des impérialistes américains, exposent notamment les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine? On est en train d'essayer de remplacer l'ancienne domination de diverses puissances occidentales par un système collectif d'exploitation des colonies et des pays récemment libérés, de substituer un nouvel asservissement à l'ancien. Ces colonies et ces pays ne s'en trouvent naturellement pas mieux, pas plus qu'une personne qui vient d'être détroussée ne se sent soulagée de ne pas avoir été la victime d'un seul bandit, mais de toute une bande de brigands.

130. De la même façon, nous nous inquiétons sérieusement de voir que les alliances ou organisations militaires et politiques telles que l'OTASE, la CENTO et d'autres encore sont en fait les instruments de ce néo-colonialisme. Ces blocs ont un but machiavélique qui est d'écraser ou d'enrayer les mouvements de libération nationale des peuples afin de perpétuer leur asservissement. Comme on le sait, certains pays récemment libérés ont déjà été englobés dans les groupements militaires et politiques dont je viens de parler et ont ainsi reperdu leur indépendance — tombant, comme l'on dit, de Charybde en Scylla.

131. Je tiens à souligner que nous avons pour objectif l'abolition complète du colonialisme et non, comme les colonialistes le désirent, la substitution d'une de ses formes à une autre. Les colonialistes cherchent à nous faire croire que les peuples coloniaux n'ont pas de cadres politiques, qu'ils ne sont pas encore mûrs pour l'indépendance, qu'ils ne sont pas encore capables de diriger les affaires de leur pays, ni d'en exploiter les ressources. A les croire, si les administrations coloniales quittaient les colonies, il s'y produirait ce qu'ils appellent un "vide". Que veulent-ils dire par là? Un "vide" qui permettrait à un groupe d'autres monopoles de prendre pied dans ces pays et de continuer à les piller? Mais cela ne pourrait se produire. Les peuples de ces pays ont seuls le droit d'être les maîtres chez eux et ceux d'entre eux qui se sont défaits du joug colonial ont prouvé qu'il peuvent gérer les affaires de leur pays et en exploiter les ressources.

132. Notre époque, comme le chef du Gouvernement de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev, l'a si justement dit ici, est une époque de rénovation orageuse des structures sociales, une période de dynamisme incomparable dans la conquête des forces de la nature, d'aspirations sans précédent à un ordre social meilleur. Notre siècle est le siècle de la lutte pour la liberté, de la libération des forces populaires, de l'effondrement du régime colonial. La désintégration et la liquidation complète du régime colonial sont un processus aussi irrésistible que logique. Quelque effort qu'ils fassent, les colonisateurs ne pourront pas enrayer ce processus, de même qu'ils n'ont pas pu empêcher la formation de dizaines de nouveaux Etats en Asie et en Afrique. Leurs efforts pitoyables ne pourront éteindre le flambeau éclatant de la liberté et de l'indépendance nationale. Comme notre poète Ivan Vazov l'a écrit: "Tyrans, vos efforts seront vains! Vous ne pourrez éteindre un flambeau qui ne s'éteint pas!"

133. Il est temps que les puissances coloniales entendent l'appel si justifié de toute l'humanité, comprennent les besoins impératifs de notre époque et acceptent d'accorder aux peuples coloniaux leur liberté et leur indépendance. Si elles ne le font pas, il sera du devoir de toute l'humanité progressiste, de toutes les nations, de fournir aux peuples coloniaux insurgés l'aide morale et matérielle nécessaire pour que le régime colonial et tous ses vestiges soient balayés une fois pour toutes de la surface de la terre.

134. Le gouvernement et le peuple bulgares, inspirés et guidés par le droit qu'a chaque nation de disposer d'elle-même et de connaître le progrès dans son indépendance, n'ont cessé de soutenir les peuples coloniaux dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la lutte sacrée des nations coloniales et dépendantes soit couronnée de la victoire la plus rapide possible. Nous travaillerons et lutterons pour que ce triomphe de la justice se réalise sur la terre de notre vivant.

135. Les propositions de désarmement général et complet que l'Union soviétique a présentées à la quatorzième session de l'Assemblée générale il y a un an [A/4219], ainsi que ses nouvelles propositions à ce même sujet [A/4505], sont d'une exceptionnelle importance pour l'évolution des relations internationales et pour la détente mondiale. Elles offrent une formule complètement nouvelle pour la solution de l'un des problèmes capitaux de notre époque — solution dont dépend dans une si large mesure la sauvegarde de la paix et tout l'avenir de l'humanité.

136. Il était logique que de telles propositions viennent de l'Union soviétique — ce grand pays qui, le premier dans l'histoire, a ouvert la voie au socialisme. L'idée d'un désarmement général et complet procède de la nature même du socialisme — système social éminemment progressiste et profondément humain qui a aboli l'exploitation de l'homme par l'homme et l'asservissement d'un peuple par un autre, système dans lequel il n'existe ni groupes sociaux ni individus intéressés à accumuler des profits grâce aux commandes militaires et aux fabrications d'armements. Il est donc tout à fait naturel que tous les pays socialistes donnent une adhésion sans réserve au plan de l'Union soviétique pour un désarmement général et complet.

137. Les propositions simples et si claires de l'Union soviétique ont été accueillies avec satisfaction, soulagement et espoir dans tous les pays du monde. Tous les hommes qui désirent sincèrement épargner à l'humanité les calamités d'une nouvelle guerre mondiale s'en sont réjouis et les ont appuyées. A l'ONU, les représentants de beaucoup de pays ont déclaré y voir des propositions d'un caractère révolutionnaire qui compteraient dans l'histoire et qui ouvraient de larges perspectives à une solution radicale du problème du désarmement. L'idée d'un désarmement général et complet a été ensuite adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies.

138. Il ne pouvait en être autrement. Les propositions soviétiques constituent le seul moyen de sortir d'une situation qui représente un danger de plus en plus grave pour toute l'humanité. Découvrant les secrets de la nature, le génie de l'homme s'est rendu maître des forces qui résident dans l'atome.

L'humanité s'est trouvée de ce fait devant des problèmes qu'elle n'avait jamais connus jusqu'à présent. Une arme d'une nature toute nouvelle — dont la puissance de destruction n'avait été encore ni étudiée, ni même soupçonnée — a été créée. Des fusées balistiques intercontinentales capables d'atteindre n'importe quel point du globe ont été ensuite fabriquées. Il est devenu évident qu'une nouvelle guerre pourrait anéantir non seulement des armées, mais des pays tout entiers, en même temps que les grands centres industriels et les foyers séculaires de la civilisation. C'est pourquoi il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus impérieuse que celle de sauver l'humanité d'un cataclysme nucléaire, de s'opposer à la guerre par tous les moyens dont nous disposons, en un mot de préserver la paix.

139. Tout homme honnête, tout gouvernement qui place au-dessus de tout le salut de son pays comprend qu'aujourd'hui, devant les progrès faits par la technique militaire moderne, il faut trouver un nouveau moyen de préserver la paix, c'est-à-dire qu'il faut éliminer les armes qui rendraient la guerre possible. Le programme de désarmement général et complet proposé par l'Union soviétique est précisément ce nouveau moyen, le seul moyen efficace qui nous aiderait à empêcher ce cataclysme. Comme on le sait, les propositions soviétiques prévoient la destruction et l'élimination de tous les types d'armements ainsi que le licenciement de toutes les forces armées. Leur but est de bannir la guerre en la rendant impossible.

140. La réalisation du programme de désarmement général et complet ouvrira une ère nouvelle dans les relations internationales, en offrant à l'humanité la perspective d'un avenir de paix assurée. Les peuples seront libérés de la peur constante dans laquelle ils vivent. La méfiance et l'insécurité qui existent entre les Etats feront place à la confiance mutuelle, à des relations de bon voisinage et à une coopération sincère. Des conditions propices seront ainsi créées pour la solution équitable des problèmes internationaux en suspens. La paix durable à laquelle les hommes aspirent depuis des siècles deviendra une réalité. Tous les pays verront s'offrir à eux des possibilités infinies de travail constructif, d'épanouissement du génie créateur de l'homme, d'essor économique et de progrès matériel et culturel. C'est pourquoi le désarmement général et complet est une nécessité impérieuse du temps présent, un besoin absolu pour toutes les nations et tous les pays, une condition sine qua non du salut aussi bien que du progrès de la société humaine.

141. Le Comité des dix puissances sur le désarmement avait pour tâche d'élaborer un plan positif et détaillé de désarmement général et complet. Mon pays a accepté avec plaisir de participer aux travaux de ce comité. Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie a donné pour instructions à la délégation bulgare de se conformer aux principes contenus dans les propositions de l'Union soviétique et dans la résolution explicite sur le désarmement adoptée par l'Assemblée générale à sa quatorzième session [1378 (XIV)] et de faire tous ses efforts pour contribuer à une solution équitable de ce problème, afin que l'on puisse parvenir à un accord et élaborer un traité de désarmement général et complet. Mais je dois dire ici que les renseignements que mon gouvernement a reçus régulièrement de sa délégation sur les travaux du Comité des Dix et sur l'attitude

adoptée par les représentants des puissances occidentales lui ont fait éprouver des doutes et des inquiétudes graves.

142. Que s'est-il passé en fait au Comité des Dix? Malgré les efforts que les délégations de l'URSS, de la Bulgarie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie n'ont cessé de faire en vue d'un accord qui permettrait d'élaborer aussi rapidement que possible, en conformité de la résolution de l'ONU, un ensemble de principes concrets pour un plan et un traité de désarmement général et complet, les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie et du Canada ont conduit le Comité des Dix à une impasse et ont provoqué l'interruption de ses travaux.

143. Quelle a été l'attitude des représentants occidentaux? Dès la première séance du Comité, il est apparu que leur but était de saboter l'élaboration d'un programme concret de désarmement et d'empêcher la solution pratique du problème. Ils ont refusé obstinément d'entreprendre la discussion du programme constructif proposé par l'Union soviétique et appuyé par les autres pays socialistes, et le projet qu'ils ont présenté, bien que portant également le titre de "Désarmement général et complet", n'a contenu aucune mesure concrète de désarmement ni prévu de délais pour l'exécution de telles mesures. Tout ce que les représentants des Etats-Unis et des autres puissances occidentales ont proposé au sein du Comité n'a été qu'une réédition de leur demande de mise sur pied d'un système international de contrôle et d'inspection des armements. Leurs propositions ne vont pas au-delà d'un simple contrôle des armements existants; elles ne visent en fait à aucun désarmement et n'ont d'autre but que la création d'un système international d'espionnage.

144. En même temps, les délégations occidentales s'efforçaient d'enterrer l'idée d'un désarmement général et complet en cherchant à la discréditer aux yeux de l'opinion publique mondiale. Elles ont transformé les séances du Comité en futilités discussions alors qu'il aurait dû y avoir un échange d'idées sérieuses en vue de décisions fécondes. Elles ont même été jusqu'à exprimer ouvertement leur mécontentement et leur réprobation de la résolution de l'Assemblée générale, en vertu de laquelle il faut parvenir à une solution constructive du problème du désarmement et élaborer un plan concret et un traité de désarmement général et complet dans le plus bref délai possible.

145. Dans ces conditions, il est devenu évident que les Etats-Unis et leurs partenaires de l'OTAN ne cherchaient à utiliser le Comité des Dix que comme un paravent, afin de tromper l'opinion publique mondiale. L'attitude des représentants occidentaux aux pourparlers de Genève a ainsi obligé les délégations des pays socialistes à interrompre leur participation aux travaux du Comité des Dix.

146. Au moment même où le Comité siégeait à Genève, des survols du territoire de l'Union soviétique et de celui d'autres Etats, réalisés à des fins d'espionnage et qui avaient le caractère de provocations, étaient entrepris au su des dirigeants des Etats-Unis. Tout était fait pour torpiller la Conférence au sommet qui devait avoir lieu à Paris et en laquelle les peuples avaient mis de grands espoirs pour la consolidation de la paix. Tandis que les représentants occidentaux discouraient sur le désar-



mement au sein du Comité, leurs gouvernements, et en particulier celui des Etats-Unis, annonçaient tapageusement de nouvelles mesures prises dans la course aux armements — augmentation des stocks d'armes nucléaires et de la production des armes chimiques et biologiques d'extermination. Les Etats-Unis menaçaient de reprendre leurs essais nucléaires; ils intensifiaient la construction d'installations de lancement de fusées au Royaume-Uni, en Italie, dans les Balkans et ailleurs; ils mettaient en état d'alerte jour et nuit les bombardiers américains équipés d'armes atomiques; ils accéléraient le réarmement des militaristes et irrédentistes d'Allemagne occidentale par la fourniture de fusées et d'armes nucléaires et, malgré la résistance du peuple japonais, ils imposaient au Japon un nouveau traité d'alliance militaire le liant aux Etats-Unis.

147. En un mot, on prononçait au Comité des Dix de vagues discours en faveur de la paix et contre la guerre — sous la pression évidemment, d'une opinion publique inquiète —, mais on faisait tout en pratique pour aggraver la tension internationale et compliquer la situation dans le monde.

148. Prenons un autre exemple. Le Président des Etats-Unis, M. Eisenhower, prononce souvent des discours contre la guerre et en faveur d'une paix durable dans la justice pour tous. Il déclare souvent que l'aspiration à la paix exerce une influence décisive sur les actes principaux du Gouvernement des Etats-Unis, et que sais-je encore. Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée [868ème séance], les mots de "paix", de "justice" et de "bien-être général" revenaient aussi sans cesse. Mais, tout en parlant de paix et de justice, il signe de sa main des ordres d'un tout autre esprit. Le 8 août 1960, dans son message au Congrès, il a annoncé qu'il avait ordonné d'affecter un plus grand nombre de porte-avions aux VIème et VIIème escadres, d'élargir le programme militaire à long terme, de renforcer les forces aériennes et terrestres, de mettre au point les bombardiers B-70 et le satellite de reconnaissance Samos, de perfectionner la fusée balistique Polaris, d'en intensifier la production, de construire de nouveaux sous-marins armés de ces fusées, et ainsi de suite.

149. Voyons aussi quelle a été récemment l'activité de l'OTAN. A la veille et au début de la présente session, où doivent être étudiés les problèmes du désarmement général et complet et du maintien de la paix, elle entreprend des manœuvres militaires de grande envergure et se livre à des démonstrations de sa puissance militaire dans la région méditerranéenne et dans d'autres régions.

150. Est-ce là, de la part du Gouvernement des Etats-Unis et d'autres gouvernements occidentaux, le signe d'un désir réel d'apporter une solution au problème du désarmement ou d'efforts sincères faits à cette fin?

151. Les milieux dirigeants des Etats-Unis poursuivent une politique qui tend à compliquer sans cesse davantage la situation internationale. Non seulement cette politique expose l'humanité à un grave risque de cataclysme nucléaire, mais elle prouve que le cours des événements n'a rien appris aux dirigeants des Etats-Unis, qu'ils ont une politique étrangère dépourvue de réalisme et qu'ils nourrissent encore l'illusion de pouvoir dicter leur volonté aux autres nations. Il est grand temps qu'ils cessent de bâtir

des châteaux en Espagne, qu'ils redescendent sur la terre, qu'ils reviennent à la réalité et se rendent compte de ce qu'est le rapport réel des forces dans le monde. La présente session de l'Assemblée générale témoigne de façon irrécusable des profonds changements qui sont survenus au cours de ces dernières années, et notamment du grand affermissement des forces de paix.

152. Nos pays — les pays socialistes — n'ont pas, il est vrai, l'heur de plaire aux impérialistes. Mais nous n'avons jamais entretenu l'illusion de pouvoir leur plaire, ni cherché à le faire. Que l'on ait pour nous de la sympathie ou de l'antipathie est de peu d'importance. Il est grand temps que les milieux dirigeants des Etats-Unis comprennent une fois pour toutes et acceptent certaines vérités élémentaires, si déplaisantes qu'elles soient pour eux. Les pays socialistes existent. Non seulement ils existent, mais leur force s'accroît à une vitesse étonnante. Il n'est plus possible, comme par le passé, d'imposer arbitrairement sa volonté aux peuples. Ils ne sont plus sans défense devant les impérialistes.

153. Voyez ce qu'est l'Assemblée générale. Il y a quelques années, moins de 70 pays y étaient représentés. Dites-moi, combien de délégations de pays non socialistes osaient alors s'élever contre la politique étrangère des Etats-Unis? Lorsqu'un représentant de ces pays se permettait, si timidement que ce fût, de critiquer quelque aspect de la politique américaine, il se voyait humilié et devait s'excuser. Voyez combien la situation a changé à l'ONU. Voyez combien de représentants de nouvelles nations y occupent maintenant la place qui leur revient. Les impérialistes n'avaient que dédain pour les peuples coloniaux, qu'ils considéraient comme des peuples de second ordre, pour ne pas dire des bêtes de somme. Mais aujourd'hui, même si ce n'est pas du goût de tous, ils siègent dans cette salle aux côtés des représentants des nations d'Afrique qui viennent de conquérir leur indépendance.

154. Il est manifeste que le chef du Gouvernement de la République de Cuba n'est pas du goût du Gouvernement des Etats-Unis. Il y a deux jours [872ème séance], il a prononcé ici un discours remarquable où il a stigmatisé les théories des impérialistes et leurs tentatives d'oppression et de pillage. Il a défendu le droit du peuple cubain et des autres peuples d'Amérique latine à l'indépendance et au progrès dans la souveraineté. Pour certaines délégations ici présentes, la pilule était amère. Elles n'en ont pas moins écouté ce discours. Les représentants des pays socialistes sont aussi dans cette salle et, si désagréable que cela soit pour certaines personnes assises ici, elles nous écoutent.

155. L'heure viendra — et elle est proche — où ceux auxquels les Etats-Unis barrent la porte de cette assemblée, je veux dire les représentants de la République populaire de Chine et de la République populaire mongole, viendront eux aussi prendre leur place légitime dans cette salle. Nul doute que, par la force des choses, les représentants de l'Algérie, du Kenya, de la Rhodésie, du Nyassaland et d'autres pays coloniaux siègent également un jour parmi nous. Ces pays existent en tant que nations et ils enverront leurs représentants à l'ONU, sinon demain, du moins bientôt. Tels sont les faits, telle est la réalité, tel est le rapport réel des forces.

156. Quelle conclusion faut-il tirer? C'est qu'il convient de suivre une politique réaliste, une politique qui tienne compte des faits. Il n'y a pas d'autre voie. Agir autrement, c'est saper la confiance entre les nations, accroître la tension internationale et aller au-devant d'un cataclysme nucléaire.

157. Nous considérons qu'à la présente session, l'étude du désarmement doit être l'une des plus importantes tâches de l'Assemblée. Elle peut définir les grandes lignes et les principes fondamentaux d'un plan de désarmement général et complet et charger d'autres organes des Nations Unies d'élaborer les mesures concrètes de solution du problème. Il serait bon, pensons-nous, de confier l'élaboration détaillée de ces mesures à un comité du désarmement qui soit élargi de façon à comprendre des représentants des pays neutres. Cela contribuerait à créer au sein de ce comité des conditions propices à un travail fécond.

158. Ce faisant l'interprète de la volonté du peuple bulgare et de la politique pacifique de son gouvernement, ma délégation apporte une adhésion sans réserve au programme de désarmement général et complet et aux principes fondamentaux d'un traité à cet effet, dont le Gouvernement de l'Union soviétique a saisi l'Assemblée à sa présente session et qui tiennent compte de propositions judicieuses faites par certains autres pays. Nous espérons que la quinzième session de l'Assemblée générale fera progresser la solution du problème du désarmement et l'élaboration d'un traité de désarmement général et complet fixant des délais pour l'exécution des mesures de désarmement et de contrôle. Ce faisant, les Nations Unies répondraient aux aspirations de l'humanité et justifieraient les espoirs des peuples.

159. Nous ne pouvons qu'être surpris de constater que la délégation des Etats-Unis et certaines autres délégations de pays occidentaux ne désirent pas que soit discuté en séance plénière un seul des problèmes capitaux inscrits à l'ordre du jour de la présente session, ce qui permettrait de donner aux divers comités et commissions des directives pour une étude plus détaillée de ces problèmes. Elles ne font preuve ni de bonne volonté ni de logique au sujet de la solution de ces questions. Telle est leur attitude sur le problème de l'abolition du régime colonial, celui du désarmement et d'autres questions importantes.

160. Manifestement, elles voudraient que l'Assemblée générale, à cette quinzième session, ne débattenne ces problèmes que de manière très générale et les renvoie ensuite à des commissions ou sous-commissions où ils seraient laissés à l'arrière-plan et plus facilement enterrés. C'est ce qu'ont démontré des événements récents et c'est, en particulier, la leçon à tirer de l'attitude adoptée par les puissances occidentales au sujet du désarmement au sein du Comité des Dix.

161. Ne serait-il pas plus rationnel que les problèmes fondamentaux fassent l'objet de débats ici même, en séance plénière? L'Assemblée générale pourrait ainsi adopter les dispositions et recommandations fondamentales, en laissant aux divers organes le soin d'étudier la solution de ces problèmes plus en détail. Ce serait là aussi une façon de procéder plus démocratique, car cela permettrait à tous les pays Membres de faire connaître leurs vues à l'opinion publique mondiale. Si l'Assemblée générale

continue de n'adopter que des résolutions de caractère général et platonique dont les divers organes ne tiennent ensuite aucun compte, nous compromettrons gravement l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

162. Nous sommes tous convaincus qu'il est de notre devoir de rehausser et de renforcer sans cesse cette autorité. Mais cela ne peut se faire que si les Nations Unies travaillent et agissent ensemble conformément à l'idéal et aux principes énoncés dans la Charte. On a constaté malheureusement dans l'œuvre des Nations Unies, comme l'ont déjà fait remarquer certains orateurs, des aspects et des tendances d'ordre négatif. Permettez-moi de m'y arrêter, car, s'il n'y est pas porté remède, le prestige de l'ONU pourra s'en trouver gravement compromis.

163. Nous disons tous que l'ONU est une organisation internationale de caractère universel. Cela est exact. Mais nous ne pouvons dire que notre organisation représente vraiment la communauté humaine tout entière. Les représentants légitimes de la Chine, pays le plus peuplé du monde — je veux dire les représentants de la République populaire de Chine —, sont toujours absents de l'Organisation des Nations Unies. Toute personne raisonnable convient que c'est là une situation absolument anormale et qui ne se justifie en aucune façon. Il est grand temps que le bon sens l'emporte à ce sujet et que les représentants du peuple chinois occupent la place qui leur revient à l'ONU. Leur grand pays pourra ainsi apporter sa contribution aux efforts que fait l'humanité au sein de l'Organisation des Nations Unies pour la solution des problèmes capitaux de notre époque et pour la consolidation de la paix mondiale. Comment peut-on expliquer aussi que la République populaire mongole soit empêchée d'occuper sa place légitime à l'ONU?

164. Il faut mettre fin à la pratique, méprisante en elle-même et offensante pour l'Organisation des Nations Unies, qui fait dépendre l'admission des nouveaux Membres des sympathies ou antipathies des grandes puissances occidentales. La carte politique du monde a changé. Il y a dans le monde des Etats capitalistes, mais il y a également des Etats socialistes, parmi lesquels la République populaire de Chine et la République populaire mongole; il y a les blancs, mais aussi les jaunes et les noirs. L'ONU doit ouvrir ses portes toutes grandes à toutes les nations pour devenir une organisation vraiment universelle et mondiale. Si elle ne le fait pas, elle ne se montrera pas digne des grandes tâches et des nobles objectifs énoncés dans la Charte.

165. Nous regrettons d'avoir à constater aussi que l'activité de l'Organisation des Nations Unies ne se déroule pas toujours dans le respect des principes fondamentaux et des dispositions de la Charte. Certains Etats occidentaux cherchent à utiliser la charge dont est investi le Secrétaire général, de même que les services des Nations Unies, pour leurs propres fins d'ordre politique ou économique et pour des machinations de toutes sortes, ce qui fait courir de graves dangers aux relations entre les Etats et à la paix.

166. Lorsque les services des Nations Unies commettent des actes qui sont en contradiction flagrante avec la Charte — comme c'est le cas au Congo —, l'autorité de l'ONU dans le monde s'en trouve gravement compromise. Il est maintenant évident que le gouvernement légitime et le Parlement de la Répu-

blique du Congo ont été évincés avec l'aide du Secrétaire général et les services des Nations Unies jouent le rôle d'instruments du colonialisme. Il règne au Congo une situation très tendue. On a commis une intervention manifeste et grossière dans les affaires intérieures du peuple congolais, qui vient de se libérer du joug colonial, et porté cyniquement atteinte à l'indépendance de ce peuple. Il en résulte une situation qui est dangereuse pour la paix de l'Afrique et du reste du monde.

167. Les Nations Unies doivent aider le peuple congolais, épris de liberté, dans sa lutte pour une indépendance complète et réelle et dans la résistance qu'il oppose aux colonialistes, qui cherchent à détruire l'intégrité territoriale du pays et à y maintenir le régime colonial. Elles ont le devoir sacré de coopérer énergiquement au rétablissement du gouvernement congolais légalement constitué par le Parlement et dirigé par M. Patrice Lumumba.

168. Passons maintenant au cas de la République de Cuba. L'héroïque et glorieux peuple cubain a renversé un régime dictatorial fantoche et s'est engagé dans la voie de la liberté et de l'indépendance. Cela, cependant, n'était pas du goût des monopoles américains et des milieux dirigeants des Etats-Unis. Le Premier Ministre de la République de Cuba, M. Fidel Castro, nous a expliqué pourquoi, de manière très claire et très convaincante, il y a deux jours. Au vu et au su du monde entier, on organise de perfides provocations contre Cuba et on prépare une agression armée contre la jeune république. Et bien que tout ceci se passe, pour ainsi dire, sous les yeux des Nations Unies, l'Organisation n'a rien fait jusqu'ici et continue à ne rien faire pour contre-carrer l'agression qui se prépare contre Cuba ou prendre la défense du peuple cubain. Faut-il rappeler à l'Assemblée qu'il incombe aux Nations Unies de prendre toutes mesures utiles pour empêcher une intervention d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre et tout acte agressif d'un Etat contre un autre? Ai-je besoin de souligner que le peuple cubain, qui n'a pas fléchi devant les menaces et défend fermement sa liberté et son indépendance, s'est acquis l'admiration de tous les peuples et qu'il a le droit d'être maître de son destin et de disposer des richesses de son pays?

169. Nous estimons que l'heure est venue de réorganiser le Secrétariat de l'ONU de façon à assurer l'objectivité et l'impartialité qui sont indispensables dans l'exécution des décisions de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes. Aussi considérons-nous comme très judicieuse la proposition présentée [869ème séance] par le Président du Conseil des ministres de l'URSS, M. Khrouchtchev, en vue de la réorganisation du Secrétariat de l'ONU et de la création d'une direction collégiale du Secrétariat.

170. Il est évident que toute l'activité des Nations Unies et de leurs divers organes doit être orientée vers la réalisation des grandes tâches de notre organisation — le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le développement de relations amicales et de la coopération entre les nations et la consolidation de la coexistence pacifique. Prenons l'exemple suivant. Très prochainement, lorsque se posera la question de la création de forces armées internationales mises au service des Nations Unies, on pourra se demander: "Qui va commander ces forces?" Sera-ce un représentant de l'Union sovié-

tique? Les Etats-Unis, bien entendu, ne l'accepteront pas. Sera-ce un représentant des Etats-Unis? Il est bien évident que ce serait une mauvaise idée. Nous aurons besoin, en la circonstance, d'un commandement qui reflète l'état réel du rapport des forces dans le monde. Nous devons donc faire de la charge de Secrétaire général de l'ONU une charge collégiale.

171. Parlant de cette proposition, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Herter, et le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation, M. Wadsworth, ont prétendu que c'était là un coup porté aux Nations Unies et que l'Union soviétique voulait détruire la structure de l'Organisation. Ils ont même commencé à parler d'une "crise" des Nations Unies. C'est là, certes, une surprenante réaction. La proposition de M. Khrouchtchev tient compte du fait qu'il est nécessaire que les divers groupes d'Etats — les Etats socialistes, les Etats de l'OTAN et les Etats non engagés — soient représentés à la direction du Secrétariat de l'ONU par la création d'une direction collégiale qui assurerait l'exécution des vœux et des décisions de l'Assemblée générale. Il sera ainsi mis fin à la situation actuelle, où le Secrétariat de l'ONU et ses services sont pratiquement des instruments du Département d'Etat des Etats-Unis et sont utilisés par ce pays et par les pays de l'OTAN contre des Etats ou groupes d'Etats déterminés.

172. Que voudraient ces messieurs? Ils voudraient, semble-t-il, que les sessions de l'Assemblée générale consistent en quelques discours, en quelques entretiens, à l'issue desquels seraient prises des décisions d'ordre général, et qu'ensuite le seul interprète et exécutant de ces décisions soient le Secrétaire général et ses services — autrement dit, le Département d'Etat des Etats-Unis.

173. Nous avons entendu M. Hammarskjöld déclarer en toute franchise devant l'Assemblée générale que, chaque fois qu'il se trouve démuné de conseils concrets et voit contestée son interprétation d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, comme cela a été le cas le 21 août au Conseil de sécurité, il n'a d'autre choix que de suivre sa conscience. Cela vient corroborer, à mon avis, la justesse de la proposition qui vise à créer une direction collégiale du Secrétariat de l'ONU. Mon pays, comme les autres pays socialistes, fait de cette question une question de principe. Après ce qui vient de se passer, nous ne pouvons accepter l'état de choses actuel en ce qui concerne la charge de Secrétaire général et la structure du Secrétariat.

174. Bien que, pour certains, les Etats-Unis soient un pays de liberté et de démocratie, les conditions de travail qui sont faites ici aux délégations auprès de l'ONU dépendent des préoccupations, des tendances politiques et des caprices des autorités américaines. Toute une campagne de discrimination dont on ne fait pas un secret est actuellement en cours contre les membres d'un certain nombre de délégations. Est-ce là un climat normal pour les travaux des Nations Unies et l'activité des délégations? On fait tout, manifestement, non seulement au vu et au su du Département d'Etat des Etats-Unis, mais avec son concours, pour empoisonner l'atmosphère autour du Siège de l'ONU. Si c'est là, Messieurs, votre conception de la liberté et de la démocratie, nous vous disons: Merci, gardez-là pour vous-mêmes! Nous sommes opposés à tout genre de discrimination,

qu'elle soit dirigée contre les représentants de certaines nations ou qu'elle soit pratiquée pour des motifs de couleur et de race ou d'autres motifs. A la vérité, force est de se demander s'il ne serait pas bon de transférer le Siège de l'ONU dans un autre pays que les Etats-Unis, dans un pays où la liberté indispensable et les conditions nécessaires pour un travail normal seront garanties à toutes les délégations.

175. La quinzième session de l'Assemblée générale est le point de mire de toute l'humanité. Les peuples espèrent que la raison et la sagesse, qui sont les impératifs de notre époque de bouleversements sociaux, prévaudront à l'ONU. Ils ont le droit d'attendre de la quinzième session de l'Assemblée générale qu'elle fasse progresser la solution des problèmes capitaux de notre temps — détente internationale, élimination de la guerre froide, réalisation du désarmement général et complet, disparition de la guerre dans la vie des nations, abolition du régime colonial. L'aspiration séculaire de l'humanité à un monde sans armes, un monde sans guerre et sans oppression, n'est pas un rêve, mais quelque chose de réalisable.

176. Les forces de guerre — il est de notre devoir de le déclarer ouvertement ici — ont été effrayées par les remarquables succès qu'a remportés la politique de coexistence pacifique et par la détente internationale survenue au cours de ces deux ou trois dernières années, et elles cherchent de nouveau à empoisonner les relations internationales en se lançant dans de nouvelles aventures — des aventures qui exposent l'humanité au grave danger d'une nouvelle

guerre mondiale. Telle est la vérité et nous ne devons pas la cacher aux peuples. La lutte que mènent tous les peuples pour dissuader les impérialistes de leurs desseins et paralyser les efforts qu'ils font pour intensifier la tension internationale est, à n'en pas douter, de la plus haute importance. Il faudra assurément que l'action des Nations Unies se conjugue avec celle de tous les peuples du monde pour forcer les milieux impérialistes belliqueux à abandonner leurs agissements dangereux et épargner ainsi à l'humanité un terrible holocauste. Tous ensemble, délégués à la quinzième session de l'Assemblée générale, gouvernements, hommes d'Etat et personnalités de tous les pays, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour répondre aux espoirs et aux aspirations de toute l'humanité.

177. Devant cette assemblée où sont représentées tant de nations, ma délégation tient à rendre hommage et à exprimer la gratitude du peuple bulgare à l'Union soviétique pour l'énergie extraordinaire avec laquelle elle défend la paix et pour ses propositions si constructives en vue de la solution des grands problèmes de notre temps. Elle tient aussi à exprimer la gratitude de mon pays au Président du Conseil des ministres de l'URSS, M. Khrouchtchev, champion tenace et inlassable de la paix, de la compréhension et de la coopération entre tous les peuples.

178. Elle espère que l'Assemblée générale, à sa quinzième session, s'acquittera avec succès des grandes tâches que l'histoire lui a assignées.

*La séance est levée à 13 h 55.*